

1982, chapitre 26
LOI SUR LES COOPÉRATIVES

Projet de loi n° 56

présenté par M. Jacques Parizeau, ministre des Institutions financières et Coopératives

Première lecture le 17 mars 1982

Deuxième lecture le 11 juin 1982

Troisième lecture le 22 juin 1982

Sanctionné le 23 juin 1982

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

Lois modifiées:

Loi favorisant l'amélioration des fermes (L.R.Q., chapitre A-18)
Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)
Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)
Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)
Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)
Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48)
Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., chapitre C-75)
Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-75.1)
Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes (L.R.Q., chapitre C-76)
Loi favorisant le crédit à la production agricole (L.R.Q., chapitre C-77)
Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78)
Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)
Loi sur l'habitation familiale (L.R.Q., chapitre H-1)
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14)
Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35)
Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (L.R.Q., chapitre M-36)
Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)
Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)

(Suite à la page suivante)

Lois modifiées (Suite):

Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., chapitre P-42)
Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)
Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22)
Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)
Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8)
Loi sur la Société de développement coopératif (L.R.Q., chapitre S-10)
Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38)

Loi abrogée:

Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38)

Lois remplacées:

Loi sur les associations coopératives (L.R.Q., chapitre A-24)
Loi sur les sociétés coopératives agricoles (L.R.Q., chapitre S-24)



CHAPITRE 26

Loi sur les coopératives

[Sanctionnée le 23 juin 1982]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

TITRE I

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX COOPÉRATIVES

CHAPITRE I

APPLICATION ET INTERPRÉTATION

Disposi-
tions appli-
cables.

1. Le présent titre s'applique à toute coopérative constituée, continuée ou issue d'une fusion en vertu de la présente loi ou régie par la Loi sur les associations coopératives (L.R.Q., chapitre A-24) ou par la Loi sur les sociétés coopératives agricoles (L.R.Q., chapitre S-24) avant que ces lois ne soient remplacées par la présente loi.

Constitu-
tion des
coopéra-
tives.

2. Peuvent être constituées en vertu du présent titre, les coopératives dont l'objet relève de l'autorité législative du Québec, à l'exception de celles qui sont constituées pour les affaires de fidéi-commis, pour la construction et l'exploitation d'un chemin de fer, pour faire principalement des placements ou des investissements ou aux fins prévues par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4).

Définition.

3. Une coopérative est une corporation regroupant des personnes qui ont des besoins économiques et sociaux communs et qui, en vue de les satisfaire, s'associent pour exploiter une entreprise conformément aux règles d'action coopérative.

Règles
d'action.

4. Les règles d'action coopérative sont les suivantes:

1° l'adhésion d'un membre à la coopérative est subordonnée à l'utilisation des services offerts par la coopérative et à la possibilité pour la coopérative de les lui fournir;

2° le membre n'a droit qu'à une seule voix, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient, et il ne peut voter par procuration;

3° le paiement d'un intérêt sur le capital social doit être limité;

4° la constitution d'une réserve qui ne peut être partagée entre les membres même en cas de liquidation;

5° l'affectation des trop-perçus ou excédents à la réserve et à l'attribution de ristournes aux membres au prorata des opérations effectuées entre chacun d'eux et la coopérative;

6° la promotion de la coopération entre les membres et la coopérative et entre les coopératives;

7° l'éducation coopérative des membres, dirigeants et employés de la coopérative.

CHAPITRE II

REPRÉSENTATION DE LA COOPÉRATIVE AVANT SA CONSTITUTION

Coopéra-
tive liée.

5. Une coopérative est liée par un acte accompli dans son intérêt avant sa constitution si elle le ratifie dans les 90 jours qui suivent sa constitution.

Substitu-
tion.

Cette ratification substitue la coopérative dans les droits et obligations de celui qui a accompli cet acte mais n'opère pas d'elle-même novation; de plus, celui qui a accompli cet acte a les mêmes droits et est soumis aux mêmes obligations qu'un mandataire à l'égard de la coopérative.

Personne
liée.

6. Celui qui accomplit un acte dans l'intérêt d'une coopérative avant sa constitution est lié par cet acte à moins que le contrat conclu pour la coopérative ne contienne une clause excluant ou limitant sa responsabilité et une déclaration faisant état de la possibilité que la coopérative ne soit pas constituée ou n'assume pas ses obligations.

CHAPITRE III

CONSTITUTION DE LA COOPÉRATIVE

Fonda-
teurs.

7. Au moins 12 fondateurs sont requis pour demander la constitution d'une coopérative; ils doivent avoir un intérêt commun à titre de futur usager de la coopérative.

Réduction. Le ministre peut, s'il le juge opportun, réduire ce nombre jusqu'à cinq.

Exigences. **8.** Pour être fondatrice d'une coopérative, une personne ou une société doit être en mesure de participer à l'objet de la coopérative dont la constitution est demandée.

Mineur réputé majeur. Un mineur âgé d'au moins 16 ans peut être fondateur d'une coopérative et il est à cet égard réputé majeur.

Statuts. **9.** Les statuts de la coopérative indiquent:

- 1° sa dénomination sociale;
- 2° le district judiciaire où se trouve son siège social au Québec;
- 3° l'objet pour lequel elle est constituée;
- 4° le territoire ou le groupe dans lequel elle peut recruter ses membres;
- 5° les nom, prénom, adresse et profession des fondateurs et, le cas échéant, la dénomination sociale de la société fondatrice avec les nom, prénom, adresse et profession de ses membres, ou encore la dénomination sociale et l'adresse du siège social de la corporation fondatrice, de même que la loi en vertu de laquelle elle est constituée.

Contenu. **10.** Les statuts peuvent, en outre des dispositions que la présente loi permet d'y insérer, contenir toute autre disposition que cette loi permet d'adopter par règlement.

Transmission au ministre. **11.** Les statuts de la coopérative doivent être transmis au ministre en deux exemplaires signés par chaque fondateur.

Documents accompagnant les statuts. **12.** Les statuts doivent être accompagnés:

- 1° d'une requête demandant la constitution de la coopérative signée par deux fondateurs;
- 2° d'un avis indiquant les nom, prénom et adresse de la personne désignée comme secrétaire provisoire de la coopérative;
- 3° d'un avis indiquant le mode et le délai de convocation de l'assemblée d'organisation;
- 4° d'un avis indiquant l'adresse du siège social;
- 5° des autres documents exigés par règlement du gouvernement.

Pouvoirs du ministre. **13.** Sur réception des statuts, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement, le

ministre peut, après avoir pris l'avis du Conseil de la coopération du Québec et s'il le juge opportun, constituer la coopérative.

Devoirs.

À cette fin, le ministre:

1° inscrit, sur chaque exemplaire des statuts, la mention «coopérative constituée» et la date de constitution suivie de sa signature ou de celle de la personne qu'il désigne;

2° enregistre un exemplaire des statuts;

3° expédie à la coopérative ou à son représentant un exemplaire des statuts;

4° publie un avis de la délivrance des statuts dans la *Gazette officielle du Québec*.

Corporation au sens du Code civil.

14. À compter de la date figurant sur les statuts de constitution, la coopérative est une corporation au sens du Code civil.

CHAPITRE IV

DÉNOMINATION SOCIALE

Dénomination sociale.

15. La dénomination sociale d'une coopérative ne doit pas être susceptible de confusion avec une autre dénomination sociale ou une raison sociale.

Mention requise.

16. La dénomination sociale d'une coopérative doit comporter l'un des termes suivants: «coopérative», «coopératif», «coopération» ou «coop», pour indiquer qu'elle est une entreprise à caractère coopératif.

Prohibition.

Aucune personne ou société ne peut inclure dans sa dénomination sociale l'un ou l'autre de ces termes ou les utiliser.

Changement de dénomination sociale.

17. Le ministre peut ordonner à une coopérative de changer sa dénomination sociale si elle n'est pas conforme aux lois et règlements qui étaient en vigueur au moment où elle a été octroyée.

Attribution d'office.

18. À défaut pour la coopérative de se conformer à une ordonnance du ministre dans les 60 jours de sa signification, celui-ci peut lui attribuer d'office une autre dénomination sociale.

Certificat de modification.

19. Lorsque le ministre attribue d'office une dénomination sociale à une coopérative, il produit en deux exemplaires un certificat attestant la modification et publie un avis de cette modification dans la *Gazette officielle du Québec*.

Exemplaire.

Le ministre enregistre un exemplaire du certificat et expédie l'autre à la coopérative.

- Effet de la modification. La modification prend effet à la date figurant sur le certificat.
- Identification. **20.** Une coopérative peut s'identifier sous un nom autre que sa dénomination sociale.
- Exigences. Toutefois, sa dénomination sociale doit être lisiblement indiquée sur tous ses effets de commerce, contrats, factures et commandes de marchandises ou de services.

CHAPITRE V

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ORGANISATION

- Assemblée d'organisation. **21.** Dans les 60 jours de la constitution de la coopérative, les fondateurs tiennent une assemblée générale d'organisation.
- Prorogation du délai. Le ministre peut proroger ce délai même s'il est expiré.
- Convocation. **22.** L'assemblée est convoquée par le secrétaire provisoire.
- Convocation. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire provisoire, l'assemblée peut être convoquée par deux fondateurs.
- Déclaration d'adhésion. **23.** Pour l'assemblée, est également fondatrice toute personne ou société qui, avant l'envoi de l'avis de convocation, a transmis au secrétaire provisoire une déclaration d'adhésion indiquant qu'elle est en mesure de participer à l'objet pour lequel la coopérative est constituée.
- Déclaration nulle. Toutefois, les fondateurs peuvent, avant que l'assemblée ne commence, décider que la déclaration d'adhésion d'une personne ou d'une société est nulle et non avenue.
- Devoirs des fondateurs. **24.** Au cours de l'assemblée, les fondateurs doivent:
- 1° adopter le règlement de régie interne et le règlement général d'emprunt;
 - 2° élire les membres du conseil d'administration;
 - 3° souscrire des parts sociales conformément aux règlements;
 - 4° nommer un vérificateur.
- Pouvoirs. Ils peuvent, en outre, adopter tout autre règlement et toutes mesures relatives aux affaires de la coopérative et, le cas échéant, demander l'affiliation de la coopérative à une fédération.
- Transmission au ministre. **25.** Dans les 10 jours qui suivent l'assemblée, la coopérative transmet au ministre:
- 1° une liste des administrateurs de la coopérative contenant, en outre de leurs nom et prénom, leurs adresse et profession;

2° un avis indiquant le nom du vérificateur et la date de la fin de l'exercice financier de la coopérative;

3° le cas échéant, le nom de la fédération à laquelle la coopérative a demandé son affiliation.

CHAPITRE VI

CAPACITÉ DE LA COOPÉRATIVE

Droits civils. **26.** La coopérative a la pleine jouissance des droits civils pour atteindre son objet.

Exercice des pouvoirs. Elle possède la capacité d'exercer ses activités et ses pouvoirs hors du Québec.

Pouvoirs. **27.** En outre des pouvoirs que lui confère le présent titre, une coopérative peut également:

1° donner à ses membres ou membres auxiliaires, le cas échéant, en paiement d'une partie du prix des produits qui lui sont livrés ou des services qui lui sont rendus, des parts, des obligations ou autres valeurs jusqu'à concurrence de 10% du prix de ces produits ou services;

2° vendre ses créances ou comptes de livres, actuels ou futurs, ou les versements dus ou à échoir sur les parts, conformément à l'article 1571*d* du Code civil;

3° nantir ses biens conformément aux articles 1979*a* à 1979*k* du Code civil;

4° hypothéquer, nantir ou mettre en gage ses biens meubles ou immeubles, présents ou futurs, conformément à la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16), pour garantir les titres qu'elle émet;

5° nantir, hypothéquer ou autrement donner en garantie les biens qui lui sont livrés par les membres si un contrat entre la coopérative et le membre le prévoit;

6° retenir, pour le remboursement de toute créance qu'elle détient contre une personne, les sommes qu'elle peut lui devoir et en opérer compensation.

Restrictions. **28.** La coopérative ne peut accorder un prêt, un cautionnement ou toute autre forme d'aide financière à un membre.

Aide financière. Toutefois, la coopérative peut, dans le cours des affaires qu'elle fait avec un membre, lui accorder une aide financière.

Connaissance non présumée. **29.** Les tiers ne sont pas présumés connaître le contenu d'un document relatif à la coopérative du seul fait que ce document est enregistré ou qu'il peut être consulté.

Présomp-
tions.

30. Les tiers peuvent présumer que:

1° la coopérative poursuit son objet et exerce ses pouvoirs conformément à ses statuts, à ses règlements ou, le cas échéant, à la convention des membres visée dans l'article 61;

2° les documents envoyés au ministre et enregistrés en vertu de la présente loi contiennent des renseignements véridiques;

3° les administrateurs ou dirigeants de la coopérative occupent valablement leurs fonctions et exercent légalement les pouvoirs qui en découlent;

4° les documents de la coopérative provenant d'un administrateur, dirigeant ou autre mandataire sont valides.

Disposi-
tions non
appli-
cables.

31. Les articles 29 et 30 ne s'appliquent pas aux tiers de mauvaise foi ou aux personnes qui auraient dû connaître la situation en raison de leurs fonctions au sein de la coopérative ou de leurs relations avec cette dernière.

Prohibition
faite aux
tiers.

32. Les tiers ne peuvent faire valoir à l'encontre de la coopérative que ses actes ne sont pas conformes à la poursuite de son objet ou à l'exercice de ses pouvoirs.

CHAPITRE VII

SIÈGE SOCIAL

Siège
social au
Québec.

33. La coopérative doit avoir en permanence au Québec un siège social dans le district judiciaire indiqué dans ses statuts.

Domicile.

Ce siège social constitue son domicile.

Change-
ment
d'adresse.

34. La coopérative peut, dans les limites du district judiciaire indiqué dans ses statuts, changer l'adresse de son siège social en donnant avis de ce changement au ministre.

Effet.

Le changement d'adresse prend effet à la réception de l'avis.

Transfert
du siège
social.

35. La coopérative peut transférer son siège social dans un autre district judiciaire si elle modifie ses statuts.

Avis.

Un avis de changement d'adresse de son siège social doit accompagner toute modification des statuts visant à le transférer; dans ce cas, le changement d'adresse prend effet à la date de modification des statuts.

Enregis-
trement.

36. Le ministre enregistre tout avis de changement d'adresse du siège social.

CHAPITRE VIII

CAPITAL SOCIAL DE LA COOPÉRATIVE

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Capital social. **37.** Le capital social d'une coopérative est composé de parts sociales et de parts privilégiées.

Variabilité. Le capital social est variable.

Remboursement ou rachat. **38.** Une coopérative ne peut rembourser ou racheter une part:

1° si elle est insolvable ou le deviendrait par suite de ce remboursement ou de ce rachat;

2° si le conseil d'administration juge que le remboursement ou le rachat serait susceptible de porter atteinte à la stabilité financière de la coopérative.

SECTION II

PARTS SOCIALES

Transfert. **39.** Les parts sociales sont nominatives. Elles ne peuvent être transférées que selon les conditions et modalités prévues par règlement.

Parts sociales de qualification. **40.** Chaque membre doit détenir le nombre minimum de parts sociales prévu par règlement. Ces parts sont désignées comme parts sociales de qualification.

Variation du nombre. Le nombre de ces parts sociales de qualification peut varier suivant la catégorie de services dont le membre entend se prévaloir.

Prix. **41.** Le prix de la part sociale est de 10 \$.

Païement. Les modalités de paiement de la part sociale sont déterminées par règlement.

Intérêt. **42.** Aucun intérêt n'est payable sur les parts sociales.

Confiscation. **43.** Le conseil d'administration peut confisquer les parts sociales d'un membre si un versement échu depuis au moins deux ans n'a pas été fait dans les deux mois de l'expédition d'une demande de paiement de ce versement échu. Cette demande de paiement doit être faite par lettre recommandée ou certifiée.

Exclusion du membre. La confiscation des parts entraîne l'exclusion du membre.

Remboursement. **44.** En cas de décès, de démission, d'exclusion ou d'interdiction d'un membre, la coopérative rembourse les sommes payées sur ses parts sociales.

Conditions prévues par règlement. La coopérative peut, si un membre lui en fait la demande, rembourser, aux conditions prévues par règlement, les sommes qu'il a payées sur les parts sociales autres que ses parts sociales de qualification.

Ordre du remboursement. **45.** La coopérative peut, par règlement, déterminer l'ordre dans lequel s'effectue le remboursement des parts sociales.

SECTION III

PARTS PRIVILÉGIÉES

Parts privilégiées. **46.** Le conseil d'administration peut, si un règlement l'y autorise, émettre des parts privilégiées.

Contenu du règlement. Ce règlement doit prévoir le montant, les privilèges, droits et restrictions de la part ainsi que les conditions de son rachat ou de son remboursement.

Contenu des certificats. **47.** Si la coopérative décide d'émettre des certificats de parts privilégiées, les certificats doivent énoncer les privilèges, droits et restrictions de la part ainsi que les conditions de rachat ou de remboursement.

Délai du remboursement ou du rachat. **48.** Les parts privilégiées ne peuvent conférer à leur titulaire le droit de se faire rembourser ou racheter leurs parts avant l'expiration d'un délai de trois ans de leur émission.

Intérêt limité. L'intérêt qui peut être payé sur ces parts doit être limité par règlement.

Limitation des droits. **49.** Les parts privilégiées ne peuvent conférer à leur titulaire le droit d'être convoqué à une assemblée générale, ni d'assister ou de voter à une telle assemblée, ni d'être éligible à une fonction au sein de la coopérative.

SECTION IV

DROIT D'ENTRÉE

Droit d'entrée. **50.** La coopérative peut, si le règlement l'y autorise, exiger un droit d'entrée de toute personne admise comme membre.

Montant. Le droit d'entrée ne peut, pour chaque membre, excéder 10% du montant des parts sociales de qualification.

CHAPITRE IX

MEMBRES

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Conditions
d'admis-
sion.

51. Pour être membre d'une coopérative, une personne ou une société doit:

1° être en mesure de participer à l'objet pour lequel la coopérative est constituée;

2° faire une demande d'admission, sauf dans le cas d'un fondateur;

3° souscrire et payer le nombre minimum de parts sociales de 10 \$ prévu par règlement;

4° s'engager à respecter les règlements de la coopérative;

5° être admise par le conseil d'administration, sauf dans le cas d'un fondateur.

Mineur
réputé
majeur.

Un mineur âgé d'au moins 16 ans peut être membre d'une coopérative et il est à cet égard réputé majeur.

Catégories
de
membres.

52. La coopérative peut, par règlement, prévoir une ou plusieurs catégories de membres auxiliaires et déterminer les conditions d'admission de ces membres, ainsi que leurs droits et obligations. Toutefois, une personne ou une société ne peut être admise comme membre auxiliaire si elle n'est pas en mesure de participer à l'objet pour lequel la coopérative est constituée.

Prohibi-
tion.

Ces membres n'ont pas droit de vote et ne sont éligibles à aucune fonction.

Engage-
ment.

53. Les membres doivent, si le règlement l'exige, s'engager à livrer, vendre, acheter ou recevoir des biens ou des services par l'entremise de la coopérative.

Cotisation.

54. Une coopérative peut, par règlement, exiger de ses membres une cotisation pour payer tout ou partie de ses frais d'exploitation.

SECTION II

DÉMISSION, SUSPENSION ET EXCLUSION

Démission.

55. Un membre peut démissionner en donnant un avis de 30 jours à moins qu'un délai plus long ne soit prévu par règlement.

Expiration du délai. Toutefois, le conseil d'administration peut accepter une démission avant l'expiration du délai.

Démission prohibée. **56.** Sauf si le conseil d'administration y consent, un membre ne peut démissionner pendant la durée d'un contrat dans lequel il s'est engagé à livrer, vendre, acheter ou recevoir des biens ou des services par l'entremise de la coopérative.

Avis de non-renouvellement. Si le contrat prévoit un avis de non-renouvellement, cet avis équivaut à un avis de démission prenant effet à l'expiration du contrat.

Suspension ou exclusion. **57.** Le conseil d'administration peut suspendre ou exclure un membre dans les cas suivants:

1° s'il ne peut plus participer à l'objet pour lequel la coopérative est constituée;

2° s'il ne respecte pas les règlements de la coopérative;

3° s'il n'a pas payé les versements échus sur ses parts;

4° s'il est dépossédé de ses parts sociales de qualification;

5° s'il n'exécute pas ses engagements envers la coopérative;

6° s'il néglige, pendant un exercice financier, de faire affaire avec la coopérative pour la somme déterminée par règlement ou s'il lui nuit;

7° s'il exerce une activité qui entre en concurrence avec celle de la coopérative.

Informations au membre. **58.** Le membre qui fait l'objet de la suspension ou de l'exclusion doit être informé des motifs de sa suspension ou de son exclusion ainsi que du lieu, de la date et de l'heure de la réunion dans le même délai que celui prévu pour la convocation de la réunion.

Audition. Il peut y assister et y prendre la parole ou, dans une déclaration écrite que lit le président de la réunion, exposer les motifs pour lesquels il s'oppose à la résolution proposant sa suspension ou son exclusion.

Durée de la suspension. **59.** Un membre ne peut être suspendu pour une période de plus de six mois.

Perte des droits. **60.** Malgré le non-remboursement de ses parts, le membre qui a démissionné ou qui a été exclu perd tous ses droits de membre.

Perte des droits. Le membre qui a été suspendu perd également tous ses droits de membre sauf si le conseil d'administration en décide autrement.

SECTION III

CONVENTION DES MEMBRES

Adminis-
trateur. **61.** Si une coopérative compte moins de 25 membres, les membres peuvent pour une durée d'un an convenir de ne pas élire d'administrateurs.

Conven-
tion. La convention doit être faite par écrit et recueillir le consentement d'au moins 90% des membres.

Copie
transmise. Copie de cette convention doit être transmise au ministre.

Adminis-
trateurs. **62.** Les membres administrent alors les affaires de la coopérative comme s'ils en étaient les administrateurs; ils exercent les droits des administrateurs et assument leurs obligations.

Directeur
général ou
gérant. Ils ne sont pas tenus d'engager un directeur général ou gérant.

CHAPITRE X

ASSEMBLÉE DES MEMBRES

SECTION I

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

§ 1. — *Dispositions générales*

Assemblée
générale. **63.** Les membres de la coopérative, qu'ils soient convoqués en assemblée annuelle ou en assemblée spéciale, en constituent l'assemblée générale.

Quorum. **64.** Sauf disposition contraire des règlements, les membres et représentants présents à une assemblée générale en constituent le quorum.

Défaut. Si un règlement détermine un quorum, il cesse de s'appliquer après la convocation de deux assemblées successives où il n'y a pas eu quorum.

Avis de
convoca-
tion. **65.** L'avis de convocation est donné en la manière prescrite par règlement.

Délai. Sauf disposition contraire des règlements, l'avis de convocation à une assemblée doit être donné aux membres au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Renoncia-
tion à
l'avis. **66.** Un membre peut renoncer à l'avis de convocation à une assemblée des membres.

Présomp-
tion. Sa seule présence à l'assemblée équivaut à une renonciation sauf s'il y assiste spécialement pour s'opposer à sa tenue en invoquant l'irrégularité de sa convocation.

Valeur des
résolu-
tions. **67.** Les résolutions écrites qui ont été signées par tous les membres ont la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours d'une assemblée générale.

Conserva-
tion. Ces résolutions sont conservées avec les procès-verbaux des assemblées générales.

Voix. **68.** Un membre n'a droit qu'à une seule voix quel que soit le nombre de parts sociales dont il est titulaire.

Représen-
tation. **69.** Un membre peut se faire représenter par son conjoint, sauf si celui-ci est déjà membre.

Représen-
tation. **70.** La corporation ou la société qui est membre d'une coopérative peut se faire représenter à une assemblée générale.

Représen-
tation
exclusive. Le représentant de cette corporation ou de cette société ne peut cependant représenter plus d'une corporation ou société.

Vote
prohibé. **71.** La coopérative peut, par règlement, prévoir qu'un membre admis depuis moins de trois mois ne peut voter à une assemblée générale.

Majorité
des voix. **72.** Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres ou représentants présents.

Voix pré-
pondé-
rante. En cas de partage, le président de la coopérative a voix prépondérante. Toutefois, dans le cas de l'élection d'un administrateur, c'est le président de l'élection qui a voix prépondérante.

§ 2. — Dispositions particulières

Représen-
tation. **73.** Une coopérative qui a plus de 100 membres ou qui a des membres dans plus d'un district judiciaire peut, par règlement, permettre à ses membres de se faire représenter.

Désigna-
tion des
repré-
sentants. Le règlement doit prévoir la division des membres en groupes, le nombre de représentants à élire et le mode de désignation des représentants et de leurs substituts.

Nombre de
voix. **74.** Le représentant n'a droit qu'à une seule voix sauf si le règlement lui donne droit à autant de voix qu'il représente de membres.

Substitut. En cas d'absence, il peut être remplacé par son substitut.

Assistance
aux assem-
blées.

75. Sauf disposition contraire des règlements, les membres peuvent assister aux assemblées générales même s'ils sont représentés.

SECTION II

ASSEMBLÉE ANNUELLE

Assemblée
annuelle
des
membres.

76. L'assemblée annuelle des membres doit être tenue dans les 4 mois qui suivent la fin de l'exercice financier. Les membres y sont convoqués pour:

1° prendre connaissance du rapport du vérificateur et du rapport annuel;

2° statuer sur la répartition des trop-perçus ou excédents;

3° élire les administrateurs;

4° nommer le vérificateur;

5° fixer, s'il y a lieu, l'allocation de présence des membres du conseil d'administration ou du comité exécutif;

6° déterminer, s'il y a lieu, la rémunération du secrétaire ou du trésorier lorsqu'ils sont également membres du conseil d'administration;

7° prendre toute décision réservée à l'assemblée par le présent titre.

SECTION III

ASSEMBLÉE SPÉCIALE

Assemblée
spéciale.

77. Le conseil d'administration, le président de la coopérative ou le conseil d'administration de la fédération dont la coopérative est membre peuvent décréter la tenue d'une assemblée spéciale lorsqu'ils le jugent utile.

Requête
des
membres.

Le conseil d'administration doit également décréter la tenue d'une assemblée sur requête de 100 membres si la coopérative en compte 400 ou plus, ou du quart des membres si elle en compte moins de 400.

Convoca-
tion.

Le secrétaire de la coopérative doit, dans chaque cas, convoquer une assemblée spéciale.

Convoca-
tion.

78. Si l'assemblée n'est pas tenue dans les 21 jours de la date de la demande faite par la fédération ou par les membres, la fédération ou deux signataires de la requête faite par les membres, selon le cas, peuvent convoquer l'assemblée.

Sujets de
rigueur.

79. Seuls les sujets mentionnés dans l'avis de convocation peuvent être l'objet de délibérations et de décisions à une assemblée spéciale.

CHAPITRE XI

ADMINISTRATEURS

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Composi-
tion du
conseil
d'adminis-
tration.

80. Le conseil d'administration d'une coopérative est composé d'au moins 5 et d'au plus 15 administrateurs.

Nombre
d'adminis-
trateurs.

Le nombre d'administrateurs est déterminé par règlement.

Admissibi-
lité.

81. Peut être administrateur tout membre de la coopérative ou tout représentant d'une corporation ou d'une société qui en est membre.

Admissibi-
lité.

Peut également être administrateur, le représentant d'une caisse ou d'une fédération de caisses régies par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et le représentant de la fédération à laquelle est affiliée la coopérative si la caisse, la fédération de caisses ou la fédération constitue un groupe aux fins de l'article 83.

Inéligibi-
lité.

82. La coopérative peut, par règlement, prévoir qu'un membre est inéligible au poste d'administrateur dans l'un ou l'autre des cas suivants:

1° s'il n'a pas acquitté les versements échus sur ses parts ou tout autre montant exigible;

2° si, pendant l'exercice financier précédent, il n'a pas fait affaire avec la coopérative pour la somme déterminée par règlement.

Formation
du conseil
d'adminis-
tration.

83. Pour la formation du conseil d'administration, la coopérative peut, par règlement, diviser les membres en groupes ou son territoire en secteurs ou encore en groupes et en secteurs et attribuer à chacun de ces groupes et secteurs le droit d'élire un certain nombre d'administrateurs.

Mode de
constitu-
tion.

Ce règlement doit également prévoir le mode de constitution de ces groupes et de ces secteurs et les modalités de proposition et d'élection des administrateurs.

Caisse ou
fédération
de caisses.

Une caisse ou une fédération de caisses régies par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit ou la fédération à laquelle la coopéra-

tive est affiliée peut constituer un groupe bien qu'elle ne soit pas membre de la coopérative.

Durée du mandat. **84.** Le mandat d'un administrateur est d'un an, sauf disposition contraire des règlements; en ce cas, il ne peut excéder trois ans.

Durée des mandats. Les mandats des administrateurs peuvent être de deux ou trois ans; en ce cas, ils sont, chaque année, remplacés selon le mode de rotation prévu par règlement.

Vacance. **85.** En cas de vacance, les administrateurs peuvent nommer un membre ou un représentant d'une corporation ou d'une société qui est membre de la coopérative pour la durée non écoulée du mandat.

Assemblée spéciale. Toutefois, si le nombre des administrateurs qui demeurent en fonction n'est pas suffisant pour former quorum, un administrateur, deux membres de la coopérative ou le conseil d'administration de la fédération dont elle est membre, peuvent ordonner au secrétaire de convoquer une assemblée spéciale pour combler ces vacances.

Convocation. À défaut pour le secrétaire d'agir, ceux qui peuvent décréter la tenue de l'assemblée peuvent la convoquer.

Fonction continuée. **86.** Un administrateur demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit réélu, remplacé ou révoqué.

Résignation. Un administrateur peut résigner ses fonctions en donnant un avis à cet effet.

Diminution du nombre. **87.** La diminution du nombre d'administrateurs ne met pas fin au mandat des administrateurs alors en fonction.

Avis du changement. **88.** Dans les 15 jours suivant tout changement dans la composition du conseil d'administration, la coopérative doit donner au ministre un avis de ce changement et fournir la liste des administrateurs contenant, en outre de leurs nom et prénom, leurs adresse et profession.

Enregistrement. Le ministre doit enregistrer cet avis.

Pouvoirs du tribunal. Sur requête de tout intéressé, le tribunal peut obliger la coopérative à se conformer au présent article et prendre toute autre mesure qu'il juge utile.

SECTION II

POUVOIRS ET DEVOIRS

Adminis-
tration.

89. Le conseil d'administration administre les affaires de la coopérative.

Autorisa-
tion re-
quise.

Toutefois, le conseil d'administration ne peut nantir, hypothéquer ou autrement donner en garantie les biens de la coopérative ou les biens livrés à la coopérative par les membres sans y être autorisé par un règlement adopté aux deux tiers des voix exprimées par les membres ou représentants présents à une assemblée générale.

Exercice
des pou-
voirs.

Il ne peut également exercer tout autre pouvoir que déterminent les règlements sans y être autorisé par l'assemblée générale.

Devoirs du
conseil
d'adminis-
tration.

90. Le conseil d'administration doit notamment:

1° engager un directeur général ou gérant et le convoquer à ses réunions;

2° assurer la coopérative contre les risques d'incendie, de vol, de responsabilité publique et patronale et de détournement de la part de ses dirigeants, préposés ou employés;

3° désigner les personnes autorisées à signer au nom de la coopérative tout contrat ou autre document;

4° lors de l'assemblée annuelle, rendre compte de son mandat et présenter le rapport annuel;

5° faciliter le travail du vérificateur;

6° encourager l'éducation coopérative des membres, dirigeants et employés de la coopérative;

7° favoriser la coopération entre les membres et la coopérative et entre les coopératives;

8° fournir au ministre, si ce dernier en fait la demande, une copie des règlements ainsi que les renseignements et documents qu'il pourrait requérir relativement à l'application du présent titre.

Manda-
taires.

91. Les administrateurs, dirigeants et autres représentants de la coopérative sont considérés comme des mandataires de la coopérative.

SECTION III

RÉUNIONS

Réunion.

92. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs. Sauf disposition contraire

des règlements, la réunion est convoquée par avis donné cinq jours avant la date fixée pour sa tenue.

Convocation et assistance.

Le conseil d'administration de la fédération dont la coopérative est membre peut convoquer une réunion du conseil d'administration. Un représentant de la fédération peut assister à cette réunion et y prendre la parole.

Quorum.

93. Le quorum du conseil d'administration est la majorité de ses membres.

Majorité des voix.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix exprimées par les administrateurs présents. En cas de partage, le président de la réunion a voix prépondérante.

Renonciation à l'avis.

94. Tout administrateur peut renoncer par écrit à l'avis de convocation à une réunion du conseil d'administration.

Présomption.

Sa seule présence à la réunion équivaut à une renonciation, sauf s'il y assiste spécialement pour s'opposer à sa tenue en invoquant l'irrégularité de sa convocation.

Assistance présumée.

95. Sous réserve des règlements, les administrateurs peuvent, si tous sont d'accord, participer à une réunion du conseil à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone. Ils sont alors réputés avoir assisté à la réunion.

Valeur des résolutions.

96. Les résolutions écrites et signées par tous les administrateurs ont la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours d'une réunion du conseil.

Exemplaire.

Un exemplaire de ces résolutions est conservé avec les procès-verbaux des délibérations du conseil.

Présomption d'acceptation.

97. Un administrateur présent à une réunion du conseil est réputé avoir acquiescé à toute résolution adoptée ou toute mesure prise alors qu'il est présent à cette réunion, sauf dans les cas suivants:

1° s'il demande lors de la réunion que sa dissidence soit consignée au procès-verbal;

2° s'il avise par écrit le secrétaire de la réunion de sa dissidence avant l'ajournement ou la levée de la réunion.

Présomption de refus.

98. Un administrateur absent à une réunion du conseil est présumé n'avoir approuvé aucune résolution ni participé à aucune mesure prise en son absence.

SECTION IV

RÉVOCATION D'UN ADMINISTRATEUR

Révoca-
tion.

99. Un administrateur peut être révoqué et, sauf disposition contraire des règlements, seuls les membres qui ont droit d'élire un administrateur peuvent le faire lors d'une assemblée spéciale convoquée à cette fin.

Vacance
comblée.

100. Une vacance créée à la suite de la révocation d'un administrateur peut être comblée lors de l'assemblée où la révocation a lieu ou, à défaut, conformément à l'article 85.

Avis de
convoca-
tion.

L'avis de convocation de cette assemblée doit mentionner la tenue d'une telle élection si la résolution de révocation est adoptée.

Informa-
tions au
membre.

101. L'administrateur qui fait l'objet de la révocation doit être informé des motifs de sa révocation ainsi que du lieu, de la date et de l'heure de l'assemblée dans le même délai que celui prévu pour la convocation de l'assemblée.

Audition.

Il peut y assister et y prendre la parole ou, dans une déclaration écrite que lit le président de l'assemblée, exposer les motifs de son opposition à la résolution visant sa révocation.

SECTION V

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Rémunéra-
tion pro-
hibée.

102. Les administrateurs n'ont droit à aucune rémunération.

Frais justi-
fiés.

Ils ont toutefois droit au remboursement des frais justifiées faits par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils peuvent recevoir une allocation de présence fixée par l'assemblée annuelle.

Défense
des admi-
nistrateurs.

103. La coopérative assume la défense de ses administrateurs et autres mandataires qui sont poursuivis par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de leurs fonctions et paie, le cas échéant, les dommages-intérêts résultant de cet acte, sauf s'ils ont commis une faute lourde ou une faute personnelle séparable de l'exercice de leurs fonctions.

Poursuite
pénale ou
criminelle.

Toutefois, lors d'une poursuite pénale ou criminelle, la coopérative n'assume que le paiement des dépenses de ses administrateurs ou autres mandataires qui étaient fondés à croire que leur conduite était conforme à la loi ou le paiement des dépenses des administrateurs ou autres mandataires qui ont été libérés ou acquittés.

Dépenses
assumées
par la co-
opérative.

104. Une coopérative assume les dépenses de ses administrateurs ou autres mandataires qu'elle poursuit pour un acte accompli

dans l'exercice de leurs fonctions si elle n'obtient pas gain de cause et si le tribunal en décide ainsi.

Décision
du tri-
bunal.

Si la coopérative n'obtient gain de cause qu'en partie, le tribunal peut déterminer le montant des dépenses qu'elle assume.

Obligations
assumées.

105. Une coopérative assume les obligations visées dans les articles 103 et 104 à l'égard de toute personne qui, à sa demande, a agi à titre d'administrateur pour une corporation dont elle est actionnaire ou créancière.

Divulga-
tion d'in-
térêt.

106. Un administrateur qui a un intérêt dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la coopérative doit, sous peine de déchéance de sa charge, divulguer son intérêt et s'abstenir de voter sur toute mesure touchant l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

CHAPITRE XII

COMITÉ EXÉCUTIF

Comité
exécutif.

107. Si le conseil d'administration se compose de plus de 8 membres, il peut, s'il y est autorisé par règlement, constituer un comité exécutif composé d'au moins 3 administrateurs.

Nombre de
membres.

Le nombre de ces membres ne peut excéder celui de la moitié du nombre d'administrateurs.

Pouvoirs
délégués.

108. Le comité exécutif exerce les pouvoirs que lui délègue le conseil d'administration.

Disposi-
tions appli-
cables.

109. Les articles 92 à 98 et 102 s'appliquent, compte tenu des changements nécessaires, au présent chapitre.

Remplace-
ment d'un
membre.

110. Le conseil d'administration peut remplacer tout membre du comité exécutif.

CHAPITRE XIII

COMMISSIONS SPÉCIALES

Commis-
sions spé-
ciales.

111. Le conseil d'administration peut, afin de faciliter le bon fonctionnement de la coopérative, former des commissions spéciales et déterminer leurs attributions.

Formation.

L'assemblée générale peut exiger la formation de commissions spéciales.

Exercice
des attri-
butions.

112. Les commissions exercent leurs attributions sous la direction du conseil d'administration.

CHAPITRE XIV

DIRIGEANTS DE LA COOPÉRATIVE

113. Le conseil d'administration, au cours ou après l'assemblée générale d'organisation ou l'assemblée annuelle, choisit parmi ses membres un président et un vice-président.

Choix d'un président et d'un vice-président.

114. Le président et le vice-président du conseil sont président et vice-président de la coopérative.

Cumul.

115. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, le vice-président le remplace.

Remplacement.

116. Le conseil d'administration nomme un secrétaire et, s'il y a lieu, un trésorier, et fixe leur rémunération.

Nomination du secrétaire et du trésorier.

Si ces fonctions sont exercées par un membre du conseil d'administration, la rémunération doit être fixée par l'assemblée générale.

Rémunération.

117. Les pouvoirs et devoirs du président, du vice-président, du secrétaire, du directeur général ou gérant et du trésorier sont déterminés par règlement.

Pouvoirs et devoirs.

La fonction de directeur général ou gérant est incompatible avec la qualité d'administrateur.

Fonction incompatible.

CHAPITRE XV

MODIFICATIONS DES STATUTS DE LA COOPÉRATIVE

118. L'assemblée générale doit adopter un règlement pour modifier les statuts de la coopérative.

Modification des statuts.

119. Le règlement modifiant les statuts doit être adopté aux deux tiers des voix exprimées par les membres ou représentants présents à une assemblée annuelle ou à une assemblée spéciale convoquée à cette fin.

Adoption du règlement.

Le règlement doit autoriser un des administrateurs à signer les statuts de modification.

Signature.

120. Les statuts de modification doivent être accompagnés d'une requête demandant la modification des statuts signée par l'administrateur autorisé à signer les statuts de modification.

Requête.

Les statuts sont transmis au ministre en deux exemplaires signés par un administrateur.

Transmission au ministre.

Accepta-
tion de la
modifica-
tion.

121. Sur réception des statuts de modification, des documents les accompagnant, le cas échéant, et des droits prescrits par règlement du gouvernement, le ministre peut, s'il le juge opportun, accepter la modification.

Inscription
requisse.

À cette fin, le ministre, en outre de la procédure prévue par les paragraphes 2° à 4° du deuxième alinéa de l'article 13, inscrit sur chaque exemplaire des statuts de modification la mention «statuts modifiés» et la date de son approbation ou toute date ultérieure à la réception des statuts qui est indiquée dans ces statuts. Cette date est suivie de la signature du ministre ou de la personne qu'il désigne.

Effet.

La modification prend effet à la date figurant sur les statuts de modification.

CHAPITRE XVI

RÈGLEMENTS DE LA COOPÉRATIVE

Adoption.

122. Les règlements de la coopérative sont adoptés par l'assemblée générale.

Avis de
convoca-
tion.

123. L'avis de convocation d'une assemblée générale autre que l'assemblée générale d'organisation doit faire mention de tout règlement qui peut y être adopté ou modifié.

CHAPITRE XVII

REGISTRE DE LA COOPÉRATIVE

Contenu
du re-
gistre.

124. Toute coopérative tient à son siège social un registre contenant:

1° ses statuts, ses règlements et la convention des membres visée dans l'article 61, ainsi que le dernier avis de l'adresse de son siège social et la dernière liste de ses administrateurs;

2° les procès-verbaux des assemblées générales et les résolutions de ces assemblées;

3° les nom, prénom, adresse et profession de ses administrateurs en indiquant, pour chaque mandat, le début et le terme;

4° les renseignements prévus à l'article 126 concernant les membres et autres titulaires de parts.

Données.

Le registre peut être tenu sur tout support permettant d'avoir accès à des données écrites et compréhensibles.

Contenu
du re-
gistre.

125. Le registre de la coopérative contient également les procès-verbaux des réunions et les résolutions du conseil d'administration, du comité exécutif et des commissions spéciales.

Renseignements sur les membres.

126. Les renseignements que contient le registre de la coopérative sur les membres et autres titulaires de parts sont:

1° le nom, le prénom et la dernière adresse connue des membres et autres titulaires de parts;

2° le nombre de parts sociales ou privilégiées dont ces personnes sont titulaires;

3° les détails de la souscription de chaque part ainsi que les dates de souscription, de rachat, de remboursement ou de transfert de chaque part;

4° le montant dû sur chaque part, le cas échéant.

Consultation du registre.

127. Tout membre peut consulter dans le registre les éléments visés dans l'article 124.

Obtention de copie des statuts, règlements.

Un membre peut également obtenir une copie des statuts, des règlements et de la convention des membres visée dans l'article 61 ainsi qu'une copie du dernier rapport annuel.

CHAPITRE XVIII

ACTIVITÉS

Activité d'une coopérative.

128. L'activité d'une coopérative avec ses membres ne constitue pas l'exploitation d'un commerce ou d'un moyen de profit.

Revente avec profit prohibée.

129. Un membre ne doit pas obtenir de sa coopérative des biens et des services pour les revendre en vue d'un profit.

Exercice financier.

130. Sauf disposition contraire des règlements, l'exercice financier d'une coopérative est l'année civile.

Préparation des états financiers.

131. La coopérative tient les livres nécessaires pour permettre la préparation des états financiers.

Forme et teneur.

La forme et la teneur des états financiers sont déterminées par règlement du gouvernement.

Rapport annuel.

132. Dans les 4 mois qui suivent la fin de l'exercice financier, le conseil d'administration prépare un rapport annuel qui doit contenir, notamment:

1° la dénomination sociale et l'adresse du siège social de la coopérative;

2° les nom, prénom, adresse et profession des administrateurs et des dirigeants;

3° le nombre de membres de la coopérative;

4° le chiffre d'affaires fait avec les membres;

- 5° les états financiers du dernier exercice financier;
- 6° le rapport du vérificateur;
- 7° un relevé des assurances en vigueur;
- 8° les autres renseignements exigés par règlement.

Approba-
tion.

133. Les états financiers annuels doivent être approuvés par le conseil d'administration et cette approbation doit être attestée par deux administrateurs autorisés à cette fin.

Transmis-
sion au mi-
nistre.

134. Dans les 30 jours qui suivent l'assemblée annuelle, le conseil d'administration transmet une copie du rapport annuel au ministre, au ministre responsable du Bureau de la statistique du Québec et, le cas échéant, à la fédération dont la coopérative est membre.

CHAPITRE XIX

VÉRIFICATION

Nomina-
tion d'un
vérifica-
teur.
Membre
d'une cor-
poration
comptable.

135. La coopérative nomme à chaque assemblée annuelle un vérificateur dont le mandat expire à l'assemblée annuelle suivante.

Le vérificateur doit être membre de l'une des corporations professionnelles de comptables mentionnées dans le Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26).

Nomina-
tion par le
ministre.

136. Si un vérificateur n'est pas nommé lors de l'assemblée annuelle, le ministre peut, à la demande de 3 membres de la coopérative ou de la fédération dont la coopérative est membre, en nommer un.

Vacance.

En cas de vacance, les administrateurs nomment un vérificateur.

Coopéra-
tive affi-
liée.

137. Si une coopérative est affiliée à une fédération qui a un service de vérification, la coopérative doit faire effectuer sa vérification par l'entremise de la fédération ou par un vérificateur qu'elle agréé.

Restric-
tion.

138. Un administrateur, un dirigeant ou un employé d'une coopérative ne peut être nommé vérificateur de sa coopérative.

Nomina-
tion non
requis.

139. Si tous les membres sont d'accord, une coopérative peut, dans les cas et aux conditions prévus par règlement du gouvernement, ne pas nommer de vérificateur.

Accès aux
livres et
autres
documents.

140. Le vérificateur a accès aux livres, comptes, valeurs et pièces justificatives de la coopérative et il peut exiger des adminis-

trateurs, dirigeants, membres et employés de la coopérative les documents et renseignements nécessaires à l'exécution de ses fonctions.

Vérification.

141. Le vérificateur doit faire une vérification lui permettant d'attester dans un rapport fait à l'intention des membres:

1° si les états financiers correspondent aux livres de comptes et satisfont aux exigences du présent titre, des règlements du gouvernement et des règlements de la coopérative;

2° si les documents et renseignements qu'il a requis lui ont été fournis;

3° si la comptabilité de la coopérative est tenue de façon adéquate.

Éléments du rapport.

Le gouvernement peut, par règlement, prévoir d'autres éléments que la vérification doit permettre d'attester dans le rapport.

Remise du rapport.

142. Le vérificateur remet son rapport au conseil d'administration. Ce rapport fait partie du rapport annuel.

CHAPITRE XX

TROP-PERÇUS OU EXCÉDENTS

Affectation des excédents.

143. Lors de l'assemblée annuelle, les membres de la coopérative affectent, après avoir pris connaissance des recommandations du conseil d'administration et en se basant sur l'état des résultats de l'exercice financier précédent, le montant des trop-perçus ou excédents:

1° à la réserve;

2° à l'attribution de ristournes aux personnes qui sont membres ou membres auxiliaires, le cas échéant, de la coopérative à la fin de l'exercice financier et à celles qui l'ont été au cours de l'exercice.

Versement à la réserve.

144. Le montant total des trop-perçus ou excédents peut être versé à la réserve.

Réserve.

145. La réserve est constituée de l'ensemble, après déduction des déficits, des trop-perçus ou excédents qui y sont versés annuellement.

Montant affecté à la réserve.

146. Les membres doivent affecter à la réserve au moins 20% des trop-perçus ou excédents tant que celle-ci n'est pas au moins égale à 25% des dettes de la coopérative.

- 147.** La réserve ne peut être partagée entre les membres ou les membres auxiliaires ni être entamée par l'attribution d'une ristourne.
- 148.** Si les statuts l'y autorisent, la coopérative peut n'attribuer aucune ristourne.
- 149.** Seuls les trop-perçus ou excédents provenant des opérations faites avec les membres ou les membres auxiliaires, le cas échéant, peuvent être attribués aux membres et aux membres auxiliaires. Ces trop-perçus ou excédents sont attribués en ristournes.
- 150.** La ristourne n'est pas le partage d'un profit mais une remise d'une partie du paiement fait en trop par le membre ou par le membre auxiliaire, le cas échéant, ou un rajustement du prix des produits ou des services qu'un membre ou un membre auxiliaire, le cas échéant, a livrés ou rendus, selon le cas, à sa coopérative.
- 151.** Le taux des ristournes peut être différent selon la nature ou la qualité des produits ou des services qui ont fait l'objet des opérations.
- 152.** Pour tenir lieu du paiement de ristournes, la coopérative peut, si l'assemblée générale l'y autorise, soit attribuer des parts sociales ou privilégiées, soit obliger ses membres à lui prêter, aux conditions qu'elle détermine, les ristournes qui leur sont attribuées ou se prévaloir de ces deux modes de paiement à la fois.
- Les membres sont alors réputés, en vertu de la résolution ou du règlement, avoir souscrit les parts qui leur sont attribuées et les avoir payées avec ces ristournes ou, selon le cas, avoir fait un prêt à la coopérative pour le montant de ces ristournes.

CHAPITRE XXI

FUSION

SECTION I

FUSION ORDINAIRE

- 153.** Des coopératives poursuivant un objet similaire ou connexe peuvent fusionner.
- 154.** Des coopératives ne peuvent toutefois fusionner s'il est fondé à croire que:
- 1° la coopérative issue de la fusion ne pourrait acquitter son passif à échéance;

2° la valeur comptable de l'actif de la coopérative issue de la fusion serait inférieure au total de son passif et des sommes représentant la valeur du capital social payé.

Contenu
de la
conven-
tion.

155. Les coopératives qui se proposent de fusionner concluent une convention qui, en outre des modalités de fusion, indique:

1° la dénomination sociale de la coopérative issue de la fusion, le district judiciaire où se trouve son siège social, son objet, ainsi que le territoire ou le groupe dans lequel elle peut recruter ses membres et les dispositions prévues par l'article 10;

2° les nom, prénom, adresse et profession des premiers administrateurs;

3° le cas échéant, le mode d'élection des administrateurs subséquents;

4° le nombre de parts souscrites dans chacune des coopératives qui fusionnent, le prix de chacune de ces parts, ainsi que les modalités de conversion en parts sociales ou privilégiées de la coopérative issue de la fusion;

5° le règlement de régie interne et le règlement général d'emprunt de la coopérative issue de la fusion;

6° le cas échéant, les dispositions nécessaires pour compléter la fusion et pour assurer l'organisation et la gestion de la coopérative issue de la fusion.

Devoirs
des
membres.

156. Les membres de chacune des coopératives fusionnantes doivent, à une assemblée spéciale convoquée à cette fin, adopter:

1° un règlement afin d'approuver la convention de fusion et d'autoriser un administrateur à signer les statuts de fusion;

2° le règlement de régie interne et le règlement général d'emprunt de la coopérative issue de la fusion.

Approba-
tion de la
fusion.

157. Le règlement concernant l'approbation de la fusion doit être adopté aux deux tiers des voix exprimées par les membres ou représentants présents à l'assemblée spéciale.

Avis de
convoca-
tion.

158. L'avis de convocation de l'assemblée spéciale est accompagné d'un exemplaire ou d'un résumé de la convention de fusion.

Contenu
des
statuts.

159. Les statuts de fusion contiennent, en outre des autres dispositions que le présent titre permet d'y insérer, les dispositions prévues au paragraphe 1° de l'article 155.

Documents
accompa-
gnant les
statuts.

160. Les statuts de fusion doivent être accompagnés:

1° d'une requête demandant la fusion des coopératives signée par l'administrateur autorisé à signer les statuts de fusion;

2° de la convention de fusion, à l'exception du règlement de régie interne et du règlement général d'emprunt de la coopérative issue de la fusion;

3° d'un avis indiquant l'adresse du siège social;

4° d'un avis indiquant le nom du vérificateur et la date de la fin de l'exercice financier de la coopérative;

5° d'un avis mentionnant que le règlement de régie interne et le règlement général d'emprunt ont été adoptés lors de l'assemblée spéciale;

6° le cas échéant, d'un avis indiquant le nom de toute fédération à laquelle la coopérative est affiliée;

7° des autres documents exigés par règlement du gouvernement.

Exem-
plaires
transmis
au mi-
nistre.

161. Les statuts de fusion sont transmis au ministre en deux exemplaires signés par un administrateur de chacune des coopératives fusionnantes.

Autorisa-
tion du mi-
nistre.

162. Sur réception des statuts de fusion, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement, le ministre peut, s'il le juge opportun, autoriser la fusion.

Mention
aux
statuts.

À cette fin, le ministre, en outre de la procédure prévue par les paragraphes 2° à 4° du deuxième alinéa de l'article 13, inscrit sur chaque exemplaire des statuts de fusion, la mention «coopérative issue d'une fusion» et la date de son approbation ou toute date ultérieure à la réception des statuts indiquée dans ces statuts. Cette date est suivie de la signature du ministre ou de la personne qu'il désigne.

Continua-
tion d'exis-
tence.

163. À compter de la date figurant sur les statuts de fusion, les coopératives qui ont fusionné continuent leur existence en une seule et même coopérative.

Acquisition
des droits
et obliga-
tions.

Cette coopérative acquiert les droits des coopératives fusionnées et en assume les obligations.

SECTION II

FUSION PAR ABSORPTION

Fusion par
absorption.

164. Une coopérative peut absorber une ou plusieurs coopératives si chaque coopérative poursuit un objet similaire ou connexe

et si le nombre de membres de chaque coopérative à absorber ou son chiffre d'affaires au dernier exercice financier n'excède pas 25% du nombre de membres ou du chiffre d'affaires au dernier exercice financier, selon le cas, de la coopérative absorbante.

Contenu
de la
conven-
tion.

165. Les coopératives qui se proposent de fusionner par absorption concluent une convention qui, en outre des modalités de l'absorption, indique:

1° la dénomination sociale de la coopérative absorbante, le district judiciaire où se trouve son siège social, son objet ainsi que le territoire ou le groupe dans lequel elle peut recruter ses membres et les dispositions prévues par l'article 10;

2° la nouvelle composition, le cas échéant, du conseil d'administration de la coopérative absorbante;

3° selon le cas, le nombre de membres ou le chiffre d'affaires de chacune des coopératives;

4° le nombre de parts souscrites dans la coopérative absorbée, le montant de ces parts, ainsi que le mode de leur conversion en parts sociales ou privilégiées de la coopérative absorbante.

Règlement
d'approba-
tion de la
conven-
tion.

166. Dans le cas des coopératives absorbées, les membres doivent, à une assemblée spéciale convoquée à cette fin, adopter un règlement afin d'approuver la convention et d'autoriser un administrateur à signer les statuts.

Adoption.

Ce règlement doit être adopté aux deux tiers des voix exprimées par les membres ou représentants présents à l'assemblée spéciale.

Avis de
convoca-
tion.

167. L'avis de convocation de cette assemblée est accompagné d'un exemplaire ou d'un résumé de la convention de fusion.

Approba-
tion de la
conven-
tion.

168. Dans le cas de la coopérative absorbante, les administrateurs approuvent la convention et autorisent l'un d'eux à signer les statuts par résolution.

Statuts
d'absorp-
tion.

169. Les statuts d'absorption contiennent, en outre des autres dispositions que le présent titre permet d'y insérer, les dispositions prévues au paragraphe 1° de l'article 165.

Documents
accompa-
gnant les
statuts.

170. Les statuts doivent être accompagnés:

1° d'une requête demandant la fusion des coopératives signée par l'administrateur autorisé à signer les statuts de fusion;

2° de la convention d'absorption;

3° d'un avis indiquant l'adresse du siège social de la coopérative absorbante;

4° d'un avis indiquant le nom du vérificateur et la date de la fin de l'exercice financier de la coopérative absorbante;

5° le cas échéant, d'un avis indiquant le nom de toute fédération à laquelle la coopérative absorbante est affiliée;

6° des autres documents exigés par règlement du gouvernement.

Disposi-
tions appli-
cables.

171. Les articles 154, 161 et 162 s'appliquent à la fusion par absorption.

Acquisition
des droits.

172. À compter de la date figurant sur les statuts, la coopérative absorbante acquiert les droits de la coopérative absorbée et en assume les obligations; la coopérative absorbée est alors réputée continuer son existence dans la coopérative absorbante et ses membres devenir membres de la coopérative absorbante.

SECTION III

FUSION ENTRE UNE COOPÉRATIVE ET UNE COMPAGNIE

Fusion
entre une
coopéra-
tive et une
compagnie.

173. Une coopérative et une compagnie qui est régie par les parties I ou IA de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) et dont toutes les actions sont détenues par la coopérative peuvent fusionner si leur conseil d'administration adopte une résolution prévoyant:

1° que les actions de la compagnie seront annulées sans remboursement du capital qu'elles représentent;

2° que les statuts de fusion seront identiques à ceux de la coopérative, compte tenu toutefois de la présente loi et de ses règlements;

3° que les administrateurs de la coopérative issue de la fusion seront ceux de la coopérative fusionnante et que les règlements de la coopérative issue de la fusion seront ceux de la coopérative fusionnante.

Contenu
des
statuts.

174. Les statuts de fusion contiennent les dispositions des statuts de la coopérative fusionnante, compte tenu toutefois de la présente loi et de ses règlements.

Documents
accompa-
gnant les
statuts.

Les statuts doivent être accompagnés des documents prévus par les paragraphes 1°, 3°, 4°, 6° et 7° de l'article 160.

Disposi-
tions appli-
cables.

175. Les articles 154, 161 et 162 s'appliquent, compte tenu des changements nécessaires, à la fusion prévue par la présente section.

Compagnie
et coopéra-
tive conti-
nuées en
existence.

176. À compter de la date figurant sur les statuts de fusion, la coopérative et la compagnie qui ont fusionné continuent leur existence dans la coopérative issue de la fusion.

Acquisition
des droits
et obliga-
tions.

Cette coopérative acquiert les droits de la coopérative et de la compagnie qui ont fusionné et en assume les obligations.

CHAPITRE XXII

INSPECTION

Nomina-
tion d'un
inspecteur.

177. Le ministre peut, de sa propre initiative ou à la requête de membres d'une coopérative, du Conseil de la coopération du Québec ou du conseil d'administration de la fédération dont la coopérative est membre, nommer une personne pour inspecter les affaires de la coopérative.

Immunité.

178. Pour son inspection, la personne nommée par le ministre est investie des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37). Toutefois, il ne peut punir une personne pour outrage au tribunal.

Disposi-
tions appli-
cables.

Les articles 307 à 309 du Code de procédure civile s'appliquent aux témoins lors de son inspection.

Rende-
ment de
compte.
Informa-
tion.

179. L'inspecteur rend compte au ministre.

Lorsque l'inspection a été faite à la requête d'une personne ou d'un organisme, le ministre communique à la personne ou à l'organisme intéressé l'information qu'il juge pertinente.

Communi-
cation de
l'informa-
tion.

180. À la suite du rapport d'inspection, le ministre peut convoquer la tenue d'une assemblée spéciale des membres de la coopérative pour leur communiquer l'information qu'il juge pertinente et leur faire part de ses recommandations.

Ordon-
nance du
tribunal.

Si la coopérative ne tient pas compte de ses recommandations, le ministre peut, par requête, demander au tribunal d'ordonner à la coopérative de s'y conformer ou de rendre toute autre décision qu'il juge utile.

CHAPITRE XXIII

LIQUIDATION

Liquida-
tion et dis-
solution.

181. Une coopérative peut décider sa liquidation, ainsi que sa dissolution, par une résolution adoptée aux trois quarts des voix exprimées par les membres ou représentants présents à une assem-

blée spéciale convoquée à cette fin. La coopérative n'existe et ne fait ensuite d'opérations que dans le but de liquider ses affaires.

Pouvoirs continués. L'état et les pouvoirs corporatifs de la coopérative continuent jusqu'à ce que ses affaires soient liquidées.

Liquidateurs. Cette assemblée nomme ensuite, par une résolution adoptée à la majorité des voix exprimées par les membres ou représentants présents à cette assemblée, un ou trois liquidateurs qui ont droit à la possession immédiate des biens de la coopérative.

Dispositions applicables. **182.** Les dispositions des sections II et III de la Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., chapitre L-4) qui ne sont pas inconciliables avec celles du présent chapitre s'appliquent à la liquidation ainsi décidée.

Suspension des procédures. **183.** Dès que la liquidation a été acceptée par l'assemblée générale, toute action ou procédure par voie de saisie-arrêt, saisie avant jugement, saisie-exécution ou autrement, contre les biens de la coopérative doit être suspendue.

Frais non colloqués. Les frais faits par un créancier, après qu'il a eu connaissance de la liquidation, par lui-même ou par son procureur, ne peuvent être colloqués sur le produit des biens de la coopérative qui est distribué en conséquence de la liquidation.

Introduction ou continuation des procédures. Un juge de la Cour supérieure du district où est situé le siège social de la coopérative peut néanmoins, aux conditions qu'il estime convenables, autoriser l'introduction ou la continuation de toute procédure.

Transmission d'un exemplaire du rapport. **184.** Dans le cas où la liquidation dure plus d'une année, le liquidateur doit, dans l'année qui suit, transmettre au ministre un exemplaire du rapport visé dans l'article 15 de la Loi sur la liquidation des compagnies.

Paiements. **185.** Le liquidateur paie d'abord les dettes de la coopérative ainsi que les frais de liquidation et, ensuite, les sommes versées sur les parts suivant la priorité établie par règlement.

Dévolution de l'actif. Après ces paiements, le solde de l'actif est dévolu à une coopérative ou à une fédération, y compris la Coopérative fédérée de Québec, désignée par le ministre après avoir pris avis du Conseil de la coopération du Québec.

CHAPITRE XXIV

DÉCRET DE DISSOLUTION

Décret de dissolution. **186.** Le ministre peut décréter la dissolution d'une coopérative dans les cas suivants:

1° si le nombre de membres devient inférieur à 12 ou au nombre requis lors de sa constitution;

2° si l'assemblée d'organisation n'est pas tenue dans les 60 jours de la date de constitution ou à l'expiration du délai accordé par le ministre, selon le cas;

3° si elle a omis de tenir l'assemblée annuelle de ses membres dans le délai imparti;

4° si elle ne transmet pas, dans le délai imparti, copie du rapport annuel aux personnes mentionnées dans l'article 134;

5° si le liquidateur n'a pas transmis au ministre le rapport visé dans l'article 184;

6° si, dans un exercice financier, la proportion des opérations effectuées entre la coopérative et ses membres est inférieure à celle prévue par les règlements du gouvernement et si cette proportion ne s'accroît pas au cours des trois exercices financiers qui suivent celui pour lequel elle reçoit l'avis visé dans l'article 188.

Avis du
défaut re-
proché.

187. Sauf dans le cas prévu par le paragraphe 6° de l'article 186, le ministre doit, avant de décréter la dissolution d'une coopérative, donner à la coopérative, à son secrétaire provisoire ou au liquidateur, selon le cas, avis du défaut reproché et de la sanction dont elle est passible.

Décret de
dissolution.

Le ministre peut décréter la dissolution de la coopérative si, dans les 60 jours qui suivent la date de l'avis du défaut reproché, elle n'a pas remédié au défaut reproché.

Avis du
défaut.

188. Dans le cas prévu par le paragraphe 6° de l'article 186, le ministre donne à la coopérative avis du défaut de respecter, selon le pourcentage déterminé par règlement du gouvernement, la proportion des opérations qu'elle doit effectuer avec ses membres.

Décret de
dissolution.

Si la coopérative n'accroît pas la proportion de ses opérations dans le délai imparti, le ministre peut, après avoir demandé à la coopérative de se continuer en compagnie dans le délai qu'il détermine, décréter la dissolution de la coopérative.

Publica-
tion.

189. L'avis visé dans les articles 187 et 188 est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Effet.

190. Le décret de dissolution prend effet à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Curateur
public.

191. Le curateur public est d'office le curateur aux biens de la coopérative dissoute. Il rend compte au ministre.

Dévolution
du solde. **192.** Le solde de l'actif de la coopérative est dévolu de la façon prévue à l'article 185.

Révocation
de la disso-
lution. **193.** Le ministre peut, à la demande de toute personne intéressée et aux conditions qu'il détermine, révoquer rétroactivement la dissolution en publiant un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*. La révocation de la dissolution ne peut préjudicier aux droits acquis par toute personne après la dissolution.

TITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES COOPÉRATIVES

CHAPITRE I

COOPÉRATIVE AGRICOLE

Coopéra-
tive agri-
cole. **194.** Une coopérative agricole est celle dont l'objet principal est relié à l'agriculture ou aux domaines connexes à cette activité, à la fourniture de biens et à la prestation de services utiles à cette activité ou à la production, à la transformation, à l'entreposage, à la mise en marché, à la manutention et au transport de produits reliés à cette activité.

Nombre de
fondateurs
requis. **195.** Au moins 25 fondateurs sont requis pour demander la constitution d'une coopérative agricole.

Réduction. Le ministre peut, s'il le juge opportun, réduire ce nombre jusqu'à cinq.

Exigences. **196.** Pour être fondatrice d'une coopérative agricole, la personne ou la société qui en demande la constitution doit être productrice agricole.

Engage-
ments. Dans le cas d'une coopérative dont l'objet est relié à la mise en marché, la personne ou la société doit également s'engager pour au moins 5 ans à livrer des biens ou à vendre des biens ou des services par l'entremise de la coopérative.

Indications
non re-
quises. **197.** Une coopérative agricole n'est pas tenue d'indiquer dans ses statuts le territoire ou le groupe dans lequel elle peut recruter ses membres.

Indications
requises. Elle doit cependant indiquer qu'elle est une coopérative agricole si elle choisit d'être régie par le présent chapitre.

Documents
accompa-
gnant les
statuts. **198.** En outre des documents prévus par l'article 12, les statuts doivent être accompagnés d'un document dans lequel chaque fondateur déclare être un producteur agricole.

Avis de la
demande
de consti-
tution.

199. Sur réception des statuts, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement, le ministre avise la Coopérative fédérée de Québec de la demande de constitution; trente jours après l'envoi de l'avis, ou avant la fin de ce délai si la Coopérative fédérée de Québec répond à cet avis, il peut, s'il le juge opportun, constituer la coopérative.

Conditions
d'admis-
sion.

200. Pour être membre d'une coopérative agricole, la personne ou la société doit:

1° être productrice agricole;

2° faire une demande d'admission, sauf dans le cas d'un fondateur;

3° souscrire et payer le nombre minimum de parts sociales de 10 \$ prévu par règlement;

4° s'engager à respecter les règlements de la coopérative;

5° être admise par le conseil d'administration, sauf dans le cas d'un fondateur.

Engage-
ment.

Dans le cas d'une coopérative dont l'objet est relié à la mise en marché, la personne ou la société doit également s'engager pour au moins 5 ans à livrer des biens ou à vendre des biens ou des services par l'entremise de la coopérative.

Engage-
ment.

201. Les membres doivent, si le règlement l'exige, s'engager à acheter ou recevoir des biens ou des services par l'entremise de la coopérative agricole.

Rembour-
sement.

202. En cas de décès, de démission, d'exclusion ou d'interdiction d'un membre, la coopérative agricole peut rembourser les sommes payées sur les parts sociales.

Représen-
tant.

203. Le représentant d'une corporation ou d'une société doit être impliqué dans l'exploitation agricole de la corporation ou de la société qu'il représente.

Règle-
ments de
régie in-
terne.

204. Le conseil d'administration peut adopter des règlements concernant la régie interne de la coopérative si ces règlements ne sont pas incompatibles avec ceux adoptés par l'assemblée générale.

Ratifica-
tion.

Tout règlement adopté par le conseil d'administration doit cependant être ratifié par l'assemblée générale lors de l'assemblée annuelle à défaut de quoi il cesse alors d'être en vigueur.

Pouvoirs
du conseil
d'adminis-
tration.

205. Le conseil d'administration peut:

1° s'il est autorisé par règlement, émettre des parts privilégiées et en déterminer le montant, les privilèges, droits et restric-

tions, ainsi que les conditions de leur rachat ou de leur remboursement;

2° régler les conditions des contrats que doit signer chaque membre en vertu des articles 200 et 201;

3° exclure tout membre qui néglige ou refuse à l'expiration du contrat visé dans les articles 196, 200 et 201 d'en signer un autre ou d'en respecter les obligations.

Devoirs
des
membres.

206. Lors de l'assemblée annuelle, les membres doivent en outre:

1° approuver le règlement annuel d'emprunt;

2° établir, s'il y a lieu, une liste de personnes parmi lesquelles le conseil d'administration désignera, dans l'ordre qui y est prévu, les délégués ainsi que les substituts qui représenteront la coopérative à l'assemblée annuelle de la Coopérative fédérée de Québec et à toute assemblée spéciale auxquelles la coopérative peut être convoquée.

Fonction
incom-
patible.

207. La fonction de directeur général ou gérant, ainsi que celle de trésorier, est incompatible avec la qualité d'administrateur.

Distribu-
tion du
solde de
l'actif.

208. En cas de liquidation, le solde de l'actif est distribué aux personnes qui étaient membres de la coopérative pendant les trois exercices financiers précédant celui où la liquidation a été votée, proportionnellement au montant des affaires que ces personnes ont faites pendant la période déterminée par l'assemblée générale.

Distribu-
tion à une
coopéra-
tive.

Les membres peuvent toutefois décider d'en remettre tout ou partie à une autre coopérative agricole ou à la Coopérative fédérée de Québec.

Nomination
d'un ins-
pecteur.

209. Aux fins de l'article 177, le Conseil de la coopération du Québec ne peut, dans le cas d'une coopérative agricole, requérir la nomination d'un inspecteur.

Dévolution
du solde de
l'actif.

210. En cas de décret de dissolution, le solde de l'actif est dévolu, selon la décision du ministre, à une autre coopérative agricole ou à la Coopérative fédérée de Québec.

Restric-
tions.

211. Les articles 50 et 54, le deuxième alinéa de l'article 77 et les articles 82, 111, 112 et 148 ne s'appliquent pas à une coopérative agricole.

CHAPITRE II

COOPÉRATIVE DE PÊCHEURS

Coopéra-
tive de pê-
cheurs.

212. Dans le cas d'une coopérative composée de personnes exerçant le métier de pêcheur et dont l'objet principal est relié à l'industrie de la pêche, le prix de la part sociale est de 50 \$.

Prêts aux
membres.

213. Une coopérative de pêcheurs peut faire des prêts à ses membres pour les besoins de leur industrie; les sommes prêtées ne peuvent être prélevées que sur les fonds non absorbés par les dettes exigibles ou sur les fonds qui ont été mis à sa disposition par une fédération pour des prêts de cette nature.

Approba-
tion préa-
lable.

Les prêts provenant de fonds qui ont été mis à la disposition de la coopérative par la fédération doivent avoir été préalablement approuvés par le conseil d'administration de la fédération dont la coopérative est membre. Cette approbation n'engage pas la responsabilité de la fédération.

Suspen-
sion.

214. Un membre d'une coopérative de pêcheurs ne peut être suspendu que pour une période qui correspond à une saison de pêche.

Avances
sur les
produits.

215. La coopérative de pêcheurs qui reçoit d'une fédération des avances sur les produits ou marchandises en stock doit lui en faire la livraison.

Responsa-
bilité.

Un administrateur, un dirigeant ou un employé qui les livre ou les fait livrer à une autre personne est personnellement responsable du dommage causé à la fédération et passible de déchéance de ses fonctions.

CHAPITRE III

COOPÉRATIVE DE CONSOMMATEURS

Dénomina-
tion so-
ciale.

216. Une coopérative qui a pour objet principal de fournir directement des biens et services aux consommateurs ne peut être constituée sous une dénomination sociale comportant l'une des expressions «Magasin Coop», «Cooprix», «Dépanneur Coop» ou «Coopgro», à moins que la Fédération des Magasins Co-op n'en ait approuvé l'utilisation.

Mention
non re-
quise.

La coopérative constituée sous une dénomination sociale comportant l'une de ces expressions n'est pas tenue d'ajouter à sa dénomination sociale l'un des termes prévus par l'article 16.

Preuve
d'affilia-
tion.

217. La coopérative constituée sous une dénomination sociale qui comporte l'une des expressions visées dans l'article 216 doit,

dans le délai prévu à l'article 25, fournir au ministre la preuve de son affiliation à la Fédération des Magasins Co-op.

Change-
ment de la
dénomi-
nation so-
ciale.

218. La coopérative dont l'affiliation à la Fédération des Magasins Co-op est révoquée doit changer sa dénomination sociale dans les 60 jours de cette révocation.

Avis.

À défaut pour la coopérative de changer sa dénomination sociale, le ministre lui attribue une autre dénomination sociale, atteste ce changement par un certificat et publie un avis du changement dans la *Gazette officielle du Québec*.

Fédération
des Maga-
sins Co-op.

219. La Fédération des Magasins Co-op peut admettre comme membre une coopérative agricole.

CHAPITRE IV

COOPÉRATIVE D'HABITATION

Pouvoirs
d'une coo-
pérative
d'habita-
tion.

220. Une coopérative qui a pour objet principal de faciliter à ses membres l'accès à la propriété ou l'usage d'une maison ou d'un logement peut, si le règlement l'y autorise, recevoir de ses membres des sommes en acompte sur le coût de leur terrain et de leur maison ou de leur logement, leur ouvrir des crédits ou leur faire des prêts.

Règle-
ment.

Les conditions des prêts, le mode d'utilisation et la disposition des avances sont déterminés dans ce règlement.

Membres
par unité.

221. La coopérative d'habitation qui possède un immeuble à logements multiples ne peut avoir plus de deux membres par unité de logement.

CHAPITRE V

COOPÉRATIVE OUVRIÈRE DE PRODUCTION OU COOPÉRATIVE DE TRAVAIL

Coopéra-
tive ou-
vrière de
production
ou de tra-
vail.

222. Une coopérative ouvrière de production ou une coopérative de travail est celle qui exploite une entreprise dont les travailleurs sont ses membres.

Objets.

223. La coopérative peut avoir tout objet permis par le titre I, sauf celui qui consiste principalement à acquérir des biens pour les revendre au public.

Pouvoirs.

224. La coopérative peut par règlement:

1° établir des conditions supplémentaires d'admission, d'exclusion ou de suspension des membres en tenant compte de son objet particulier;

2° soumettre, aux conditions que détermine le règlement, toute personne qui fait une demande d'admission à une période d'essai, ainsi qu'à un cours de formation technique et coopérative;

3° former un comité d'accueil pour les nouveaux membres ou les membres auxiliaires;

4° former un comité de liaison entre les membres et le conseil d'administration;

5° établir une procédure de mise à pied des membres lorsqu'il y a manque de travail, ainsi qu'une procédure de rappel au travail.

Règle-
ments.

Les règlements déterminent également le mode de constitution, le nombre de membres, le mode d'élection ou de nomination, le quorum et tout ce qui est nécessaire au bon fonctionnement du comité d'accueil et du comité de liaison.

Acquisition
et déten-
tion d'ac-
tions.

225. Une coopérative peut acquérir et détenir des actions d'une corporation si cette corporation exerce une entreprise similaire ou connexe à celle exercée par la coopérative.

Acquisition
et déten-
tion d'ac-
tions.

Elle peut également en conformité avec son statut de coopérative ouvrière de production ou de coopérative de travail acquérir et détenir des actions d'une corporation si l'acquisition de ces actions permet à ses membres de travailler dans l'entreprise dont la corporation est propriétaire.

Ristour-
nes.

226. Les ristournes sont calculées en fonction du volume de travail que le membre effectue pour sa coopérative ou pour la compagnie dont sa coopérative est actionnaire.

Mesure du
volume de
travail.

Ce volume peut être mesuré par le revenu du membre ou par le nombre d'heures de travail ou selon toute autre mesure déterminée par règlement.

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX FÉDÉRATIONS

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Disposi-
tions appli-
cables aux
fédéra-
tions.

227. Le titre I s'applique aux fédérations, compte tenu des changements nécessaires, sauf les dispositions incompatibles avec celles du présent titre.

Constitu-
tion.

228. Le ministre peut, après avoir pris l'avis du Conseil de la coopération du Québec et s'il le juge opportun, constituer une fédération de coopératives poursuivant des objets similaires ou connexes.

Demande
d'une
constitu-
tion.

S'il existe déjà une telle fédération de coopératives, le ministre avise la fédération de la demande de constitution et, trente jours après l'envoi de l'avis, ou avant la fin de ce délai si la fédération répond à cet avis, il peut, s'il le juge opportun, constituer les coopératives en fédération.

Autorisa-
tion préa-
lable.

229. Pour être fondatrice ou membre d'une fédération, une coopérative doit y être préalablement autorisée par une résolution de son conseil d'administration. Cette résolution doit avoir été ratifiée par l'assemblée générale.

Contenu
des
statuts.

230. Les statuts contiennent, en outre des dispositions prévues par les paragraphes 1° à 3° et 5° de l'article 9 et par l'article 10, le territoire dans lequel la fédération peut recruter ses membres.

Mention à
la dénomi-
nation so-
ciale.

231. La dénomination sociale de la fédération doit comporter l'expression «fédération» et indiquer la catégorie de coopératives qu'elle regroupe et le nom de la région dans laquelle elle recrute ses membres.

Conditions
d'admis-
sion.

232. Pour être membre d'une fédération, une coopérative doit:

1° poursuivre des objets similaires ou connexes à ceux que poursuivent les autres membres de la fédération;

2° faire une demande d'admission, sauf dans le cas d'une coopérative fondatrice;

3° s'engager à respecter le règlement;

4° souscrire et payer le nombre de parts sociales prévu par règlement;

5° s'engager, si le règlement de la fédération l'exige, à faire, par son entremise, ses achats, ses ventes ou toutes autres opérations;

6° être admise par le conseil d'administration, sauf dans le cas d'une coopérative fondatrice.

CHAPITRE II

POUVOIRS

Pouvoirs
de la fédé-
ration.

233. Une fédération a pour but de protéger les intérêts de ses membres et de promouvoir leur développement. À cette fin, elle peut notamment:

1° exercer les pouvoirs d'une coopérative;

2° établir des services d'éducation, de propagande et d'assistance technique;

3° faire des prêts à un membre, ainsi qu'à toute corporation dont elle détient des actions ou autres titres;

4° aider un membre ou toute corporation visée dans le paragraphe 3° à obtenir des fonds et garantir l'exécution de leurs obligations;

5° faire des conventions avec un membre pour surveiller, diriger ou gérer ses affaires pendant une période déterminée;

6° faire inspecter, vérifier ou examiner les livres et les comptes de ses membres et des coopératives endettées envers elle;

7° exiger des membres et autres coopératives visées dans le paragraphe 6° une copie de leur rapport annuel et de leur règlement;

8° fournir aux personnes intéressées par l'organisation d'une coopérative des renseignements propres à en déterminer l'efficacité et en faciliter la constitution.

Service de
vérifica-
tion.

234. La fédération qui a établi un service de vérification en vertu du paragraphe b de l'article 128 de la Loi sur les associations coopératives peut continuer d'offrir ce service mais doit être titulaire du certificat délivré annuellement à cet effet par le ministre.

CHAPITRE III

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Assemblée
générale
d'une fédération.

235. L'assemblée générale d'une fédération se compose des représentants des coopératives qui en sont membres.

Devoirs.

236. La fédération doit, par règlement:

1° prévoir la manière dont ses membres sont représentés aux assemblées générales;

2° déterminer le nombre de représentants auquel a droit chaque membre et la façon de le déterminer;

3° déterminer le nombre de voix auquel a droit chaque membre.

Nombre de
voix.

Ce nombre de voix peut être établi en fonction du nombre de membres des coopératives affiliées à la fédération. Un nombre additionnel de voix peut être accordé en fonction de la participation des coopératives affiliées aux affaires de la fédération, mais ce nombre ne peut être supérieur à celui établi en fonction du nombre de leurs membres.

CHAPITRE IV

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Devoirs.

237. La fédération doit, par règlement:

1° établir le mode de constitution de son conseil d'administration;

2° fixer le nombre de membres du conseil d'administration;

3° établir le mode d'élection des administrateurs à l'assemblée annuelle ou à l'assemblée des groupes de membres dont la formation est prévue par l'article 83;

4° déterminer le quorum du conseil d'administration.

Conseil
d'adminis-
tration.**238.** Le conseil d'administration peut être composé de plus de 15 administrateurs.Choix des
administra-
teurs.**239.** Les administrateurs d'une fédération doivent être choisis parmi les administrateurs de ses membres et le représentant d'une caisse ou d'une fédération de caisses régies par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit si la caisse ou la fédération de caisses constitue un groupe conformément à l'article 83.Règle-
ment.

La fédération peut cependant prévoir par règlement qu'une minorité d'entre eux peut être choisie parmi les membres ou les dirigeants de ses membres.

Président.

240. Sauf disposition contraire des règlements, le président du conseil d'administration est président de la fédération.

TITRE IV

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONFÉDÉRATIONS

Constitu-
tion d'une
confédéra-
tion.**241.** Le ministre peut, après avoir pris l'avis du Conseil de la coopération du Québec et s'il le juge opportun, constituer une confédération de fédérations.

Exigence.

Deux fédérations suffisent pour constituer une confédération.

Restric-
tion.**242.** Il ne peut y avoir plus d'une confédération regroupant des fédérations dont les membres ont des objets similaires ou connexes.Disposi-
tions appli-
cables.**243.** Les titres I et III s'appliquent aux confédérations compte tenu des changements nécessaires.

TITRE V

RÈGLEMENTATION

Pouvoirs
du gouver-
nement.

244. Le gouvernement peut, par règlement:

1° établir les droits à payer pour la constitution, l'examen ou la reproduction de documents ou pour les mesures que peut ou doit prendre le ministre en vertu de la présente loi;

2° déterminer la forme et la teneur des statuts et autres documents dont l'enregistrement est requis en vertu de la présente loi;

3° déterminer la manière d'enregistrer les documents dont l'enregistrement est requis en vertu de la présente loi;

4° déterminer les documents qui doivent accompagner, dans chaque cas, les statuts;

5° déterminer la forme et la teneur des documents qui doivent être transmis au ministre et le nombre d'exemplaires de chacun de ces documents;

6° déterminer des normes, modalités et conditions relativement à la dénomination sociale d'une coopérative, d'une fédération et d'une confédération, ainsi qu'à tout autre nom qu'elle peut utiliser pour s'identifier;

7° déterminer des normes concernant la forme et la teneur des états financiers et concernant la vérification et le rapport du vérificateur;

8° déterminer, selon le chiffre d'affaires d'une coopérative ou la nature de ses activités, des exigences particulières quant à la vérification, au rapport du vérificateur, aux qualifications requises pour être vérificateur et à la nature, à la forme et à la teneur des états financiers qu'elle doit produire;

9° déterminer les cas et conditions dans lesquels une coopérative peut être dispensée de nommer un vérificateur;

10° prévoir les conditions de délivrance du certificat dont doit être titulaire une fédération qui établit un service de vérification;

11° déterminer, aux fins du paragraphe 6° de l'article 186, la proportion des opérations que doit effectuer une coopérative avec ses membres et définir, pour toute catégorie de coopératives que détermine le règlement, le sens du mot «opérations».

Adoption
des règle-
ments.

245. Les règlements adoptés en vertu du présent titre et du titre VIII, sauf ceux relatifs aux droits à payer et celui prévu à l'article 279, ne peuvent être adoptés que moyennant un préavis de 30 jours publié dans la *Gazette officielle du Québec* et en reproduisant le texte.

Entrée en
vigueur.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis indiquant qu'ils ont été adoptés par le gouvernement ou, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif, ou à toute date ultérieure fixée dans l'avis ou dans leur texte définitif.

TITRE VI

INFRACTIONS ET PEINES

Infraction.

246. Commet une infraction toute personne qui:

1° donne faussement à croire, par le titre ou la désignation qu'elle se donne ou autrement, qu'elle est une coopérative, une fédération ou une confédération;

2° fournit au ministre des renseignements faux ou inexacts;

3° entrave ou tente d'entraver, de quelque façon que ce soit, une personne qui fait un acte que la présente loi l'oblige ou l'autorise à faire;

4° effectue un partage illégal des sommes appartenant à la coopérative;

5° contrevient aux dispositions du deuxième alinéa des articles 16 et 20, des articles 25, 33, 48, 124, 125, 127, 129, 131, 132, 133, 135, 137, 138, 140, 141, 146, 149, 216, 221, 223 et 244.

Partie à
l'infraction.

247. Une personne qui, sciemment, par acte ou par omission, cherche à aider une personne à commettre une infraction ou qui conseille à une personne de la commettre, l'y encourage ou l'y incite, est elle-même partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle prévue pour la personne qui l'a commise, que cette dernière ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

Peine.

248. Une personne qui commet une infraction est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 4 000 \$ pour chaque infraction et d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$ pour chaque récidive survenant dans les deux ans.

TITRE VII

CONTINUATIONS

CHAPITRE I

CONTINUATION D'UN SYNDICAT COOPÉRATIF EN COOPÉRATIVE

Syndicat
coopératif
continué
en exis-
tence.

249. Un syndicat coopératif régi par la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38) peut demander au ministre de continuer son existence en vertu de la présente loi.

Adoption
du règle-
ment.

250. Les membres doivent, à une assemblée spéciale convoquée à cette fin, adopter un règlement afin d'approuver la continuation en coopérative et d'autoriser l'un des administrateurs à signer les statuts de continuation et adopter le règlement de régie interne et le règlement général d'emprunt.

Approba-
tion.

Ce règlement doit être adopté aux deux tiers des voix exprimées par les membres ou représentants présents à l'assemblée spéciale.

Contenu
des
statuts.

251. Les statuts de continuation contiennent les dispositions prévues par les paragraphes 1° à 4° de l'article 9 et par l'article 10.

Document
accompa-
gnant les
statuts.

252. Les statuts doivent être accompagnés:

1° d'une requête demandant la continuation du syndicat en coopérative signée par l'administrateur autorisé à signer les statuts;

2° d'une liste contenant les nom et prénom des premiers administrateurs de la coopérative issue de la continuation, ainsi que leur adresse et profession;

3° d'un avis indiquant l'adresse de son siège social;

4° d'un avis mentionnant que le règlement de régie interne et le règlement général d'emprunt ont été adoptés lors de l'assemblée spéciale;

5° le cas échéant, d'un avis indiquant le nom de la fédération à laquelle la coopérative a demandé son affiliation.

Continua-
tion du
syndicat.

253. Sur réception des statuts de continuation, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement, le ministre peut, après avoir pris l'avis du Conseil de la coopération du Québec et s'il le juge opportun, continuer le syndicat.

Devoirs du
ministre.

À cette fin, le ministre:

1° inscrit sur chaque exemplaire des statuts la mention «coopérative continuée» et la date de la continuation suivie de sa signature ou de celle de la personne qu'il désigne;

2° enregistre un exemplaire des statuts de continuation;

3° expédie à la coopérative ou à son représentant un exemplaire des statuts;

Demande
de conti-
nuation en
coopéra-
tive agri-
cole.

4° publie un avis de la délivrance des statuts dans la *Gazette officielle du Québec*.

254. Si le syndicat demande d'être continué en coopérative agricole, le ministre avise la Coopérative fédérée de Québec de cette

demande; trente jours après l'envoi de l'avis, ou avant la fin de ce délai si la Coopérative fédérée de Québec répond à cet avis, le ministre peut, s'il le juge opportun, continuer le syndicat en coopérative.

Contenu
des
statuts.

255. À la date figurant sur les statuts de continuation:

1° ces statuts attestent la continuation du syndicat coopératif en coopérative et la continuation de son existence en coopérative régie par la présente loi;

2° les statuts de continuation sont réputés être les statuts de la coopérative.

Droits et
obliga-
tions.

256. Les droits et obligations du syndicat ainsi que ceux de ses membres ne sont pas touchés par la continuation.

CHAPITRE II

CONTINUATION D'UNE COOPÉRATIVE OU D'UN SYNDICAT COOPÉRATIF EN COMPAGNIE

Coopéra-
tive passi-
ble de
dissolution.

257. Une coopérative qui est passible de dissolution en vertu de l'article 188 ou un syndicat coopératif régi par la Loi sur les syndicats coopératifs doit, pour continuer son existence en vertu de la partie I A de la Loi sur les compagnies, soumettre un projet de continuation qui doit être approuvé par le ministre.

Projet de
continua-
tion.

258. Le projet de continuation doit contenir:

1° les nom, prénom, adresse et profession des premiers administrateurs;

2° le mode d'élection des administrateurs subséquents;

3° la façon dont la réserve de la coopérative ou du syndicat sera transformée en capital-actions de la compagnie issue de la continuation;

4° les modalités de conversion des parts sociales et des parts privilégiées, le cas échéant, en actions du capital-actions de la compagnie issue de la continuation;

5° le cas échéant, les dispositions nécessaires pour compléter la continuation et pour assurer l'organisation et la gestion de la compagnie issue de la continuation;

6° tout autre renseignement que le ministre peut déterminer.

Approba-
tion.

259. Le ministre approuve avec ou sans modification le projet de continuation.

CHAPITRE III

CONTINUATION D'UNE COMPAGNIE EN COOPÉRATIVE

Continuation d'une compagnie en coopérative.

260. Une compagnie régie par la partie I ou IA de la Loi sur les compagnies peut se transformer en coopérative afin que son existence soit continuée en vertu de la présente loi.

Projet de continuation.

261. Les administrateurs de la compagnie doivent préparer un projet de continuation.

Contenu.

262. Le projet de continuation doit prévoir:

1° les nom, prénom, adresse et profession des premiers administrateurs;

2° le mode d'élection des administrateurs subséquents;

3° les modalités de conversion des actions en parts sociales ou privilégiées ou autres valeurs de la coopérative issue de la continuation;

4° la somme d'argent ou toute autre forme de paiement que les titulaires des actions doivent recevoir en plus ou à la place des parts de la coopérative issue de la continuation, si les actions ne sont pas toutes converties en parts sociales ou privilégiées de la coopérative issue de la continuation;

5° le règlement de régie interne et le règlement général d'emprunt de la coopérative issue de la continuation;

6° le cas échéant, les dispositions nécessaires pour compléter la continuation et pour assurer l'organisation et la gestion de la coopérative issue de la continuation.

Règlement.

263. Les administrateurs doivent adopter un règlement afin d'approuver le projet de continuation et d'autoriser l'un d'eux à signer les statuts de continuation et adopter le règlement de régie interne et le règlement général d'emprunt.

Ratification.

264. Le règlement doit être ratifié par tous les actionnaires présents ou représentés à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Droit de vote.

Pour cette assemblée, toute action comporte le droit de voter.

Annulation du règlement.

Les administrateurs peuvent, avant que le ministre ne délivre les statuts, annuler le règlement si celui-ci les y autorise.

Contenu des statuts.

265. Les statuts de continuation contiennent les dispositions prévues par les paragraphes 1° à 4° de l'article 9 et par l'article 10 et du projet de continuation, à l'exception du règlement de régie

interne et du règlement général d'emprunt de la coopérative issue de la continuation.

Documents
accompa-
gnant les
statuts.

Les statuts sont accompagnés des documents visés dans l'article 252 et du projet de continuation.

Pouvoir du
ministre.

266. Sur réception des statuts de continuation, des documents les accompagnant et des droits prescrits par règlement du gouvernement, le ministre peut, après avoir pris l'avis du Conseil de la coopération du Québec et s'il le juge opportun, continuer la compagnie en coopérative.

Devoirs.

À cette fin, le ministre:

1° inscrit sur chaque exemplaire des statuts la mention «compagnie continuée en coopérative» et la date de la continuation suivie de la signature du ministre ou de la personne qu'il désigne;

2° enregistre un exemplaire des statuts de continuation;

3° expédie à la coopérative ou à son représentant un exemplaire des statuts;

4° publie un avis de la délivrance des statuts dans la *Gazette officielle du Québec*.

Demande
de conti-
nuation en
coopéra-
tive agri-
cole.

267. Si la compagnie demande d'être continuée en coopérative agricole, le ministre avise la Coopérative fédérée de Québec de cette demande; trente jours après l'envoi de l'avis, ou avant la fin de ce délai si la Coopérative fédérée de Québec répond à cet avis, il peut, s'il le juge opportun, continuer la compagnie en coopérative.

Contenu
des
statuts.

268. À la date figurant sur les statuts de continuation:

1° ces statuts attestent la continuation de la compagnie en coopérative et la continuation de son existence en coopérative régie par la présente loi;

2° les statuts de continuation sont réputés être les statuts de la coopérative.

Droits et
obliga-
tions.

269. Sous réserve du présent chapitre, les droits et obligations de la compagnie continuée en coopérative, ainsi que ceux de ses actionnaires, ne sont pas touchés par la continuation.

TITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Documents
nécessitant
l'enregis-
trement.

270. Les statuts et les documents dont l'enregistrement est requis en vertu de la présente loi doivent être en la forme et teneur prescrites par règlement du gouvernement.

Formules. **271.** Le ministre peut prescrire les formules, y compris les formules d'avis et les formules de déclaration et de déclaration d'adhésion et de demande d'admission, nécessaires à l'application de la présente loi.

Entrée en vigueur. Ces formules entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure indiquée dans l'avis accompagnant cette publication.

Refus de délivrer les statuts ou documents. **272.** Le ministre doit notamment refuser la délivrance des statuts ou de documents:

1° qui ne contiennent pas les énonciations exigées par la présente loi;

2° qui ne sont pas présentés en la forme et teneur prescrites par règlement du gouvernement et sur les formules prescrites par le ministre;

3° qui ne sont pas accompagnés des droits ou des documents prescrits;

4° qui prévoient une dénomination sociale non conforme à la loi, aux règlements applicables, adoptés ou approuvés par le gouvernement.

Prix de la part sociale. **273.** Le prix de la part sociale d'une coopérative d'économie familiale et d'une coopérative dont les statuts prévoient que les membres sont recrutés principalement parmi des étudiants peut être inférieur à 10 \$. La coopérative ne peut cependant attribuer à ces parts sociales une valeur inférieure à 2 \$.

Coordonnateur. Dans le cas d'une coopérative d'économie familiale, le directeur général ou gérant peut être désigné sous le nom de coordonnateur.

Modification du prix. **274.** Une coopérative qui était régie par la Loi sur les associations coopératives n'est pas tenue de modifier le prix des parts sociales émises si ce prix n'est pas conforme à celui prévu par la présente loi.

Présomption. **275.** Les coopératives agricoles régies par la Loi sur les sociétés coopératives agricoles sont réputées avoir choisi d'être régies par le chapitre I du titre II.

Contrat reconduit. Tout contrat qu'un membre d'une coopérative agricole a conclu avant le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) pour devenir membre de la coopérative agricole est reconduit à son expiration pour une période de 5 ans, sauf stipulation contraire.

Actions réputées parts sociales. **276.** Les actions ordinaires ou privilégiées du capital-actions d'une coopérative agricole qui était régie par la Loi sur les sociétés

coopératives agricoles sont réputées être des parts sociales ou privilégiées du capital social de la coopérative.

Présomp-
tion.

277. L'acte constitutif d'une coopérative qui était régie par la Loi sur les associations coopératives ou par la Loi sur les sociétés coopératives agricoles est réputé être ses statuts.

Présomp-
tion.

L'acte constitutif d'une coopérative agricole qui était régie par la Loi sur les sociétés coopératives agricoles est réputé contenir l'objet prévu par l'article 194 à défaut de dispositions à cet égard.

Présomp-
tion.

De même, l'acte constitutif d'une coopérative qui était régie par l'article 121 de la Loi sur les associations coopératives est réputé contenir une disposition lui permettant de n'attribuer aucune ristourne.

Change-
ment du
siège
social.

278. Une coopérative qui était régie par la Loi sur les associations coopératives ou par la Loi sur les sociétés coopératives agricoles ne peut changer l'adresse de son siège social sans également modifier ses statuts et y indiquer le district judiciaire où se trouve son siège social si celui-ci n'y est pas déjà indiqué.

District
judiciaire.

Le district judiciaire d'une coopérative qui était régie par ces lois est aux fins de l'article 35 celui où se trouve son siège social le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*).

Disposi-
tions tran-
sitoires.

279. En outre des dispositions transitoires prévues par les articles 275 à 278, le gouvernement peut, par règlement, adopter toutes autres dispositions transitoires ou autres mesures utiles pour permettre l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée. Le règlement peut également, une fois publié et s'il en dispose ainsi, s'appliquer à compter de toute date non antérieure au (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*).

Enregis-
trement.

280. Le ministre enregistre, en la manière déterminée par règlement du gouvernement, tous les documents dont l'enregistrement est requis en vertu de la présente loi.

Copie cer-
tifiée
conforme.

Il peut en délivrer une copie certifiée conforme à toute personne qui en fait la demande.

Documents
authentiques.

281. Les documents délivrés par le ministre en vertu de la présente loi sont authentiques.

Force pro-
bante.

Toute copie d'un document dont l'enregistrement est requis en vertu de la présente loi et qui a été certifiée conforme par le ministre ou par la personne qu'il désigne, a la même valeur que l'original et fait preuve de son enregistrement.

Règle-
ments du
gouverne-
ment.

282. Le gouvernement peut réglementer la qualité et le format du papier utilisé pour les documents qui doivent être enregistrés par le ministre ou par la personne qu'il désigne, la disposition du texte de ces documents et la manière de conserver les documents qui ont été enregistrés.

L.R.Q.,
c. A-18,
a. 2, mod.

283. L'article 2 de la Loi favorisant l'amélioration des fermes (L.R.Q., chapitre A-18) est modifié par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

«coopéra-
tive d'ex-
ploitation
agricole»;

«*h*) «coopérative d'exploitation agricole»: une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, pourvu que tous ses membres soient des personnes physiques, qu'au moins 60% des parts sociales soient la propriété d'exploitants agricoles et que la majorité de ses membres soient des exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme;».

L.R.Q.,
c. A-32,
a. 246,
remp.

284. L'article 246 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) est remplacé par le suivant:

Acquisition
et déten-
tion de
titres de
créance.

«**246.** Tout assureur peut acquérir et détenir des obligations ou autres titres de créance émis par une corporation ou une coopérative:

a) s'ils sont pleinement garantis par des biens-fonds ou par des actions, des parts sociales ou privilégiées, des obligations ou d'autres titres de créance admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de la présente section;

b) s'ils sont pleinement garantis par le matériel de la corporation ou de la coopérative et si l'une ou l'autre, suivant le cas, a intégralement acquitté les intérêts sur ses autres dettes au cours des dix années précédant l'acquisition des obligations ou autres titres de créance par l'assureur;

c) si les actions ordinaires ou privilégiées de la corporation ou les parts sociales ou privilégiées de la coopérative sont admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248;

d) s'ils sont pleinement garantis par une corporation dont les actions ordinaires ou privilégiées sont admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248; ou

e) s'ils sont pleinement garantis par une coopérative dont les parts sociales ou privilégiées sont admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248.».

L.R.Q.,
c. A-32,
a. 247,
mod.

285. L'article 247 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de la partie du paragraphe 1 qui précède le sous-paragraphe *a* par ce qui suit:

Acquisition
d'actions
privile-
giées.

«**247.1.** Tout assureur autre qu'une société mutuelle peut également acquérir et détenir des actions privilégiées entièrement acquittées d'une corporation autre qu'une compagnie d'assurance si celle-ci, suivant le cas:»;

2° par le remplacement de la partie du paragraphe 2 qui précède le sous-paragraphe *a* par ce qui suit:

Acquisition
de parts
privile-
giées.

«2. L'assureur visé au paragraphe 1 peut également acquérir et détenir des parts privilégiées entièrement acquittées d'une coopérative si celle-ci:».

L.R.Q.,
c. A-32,
a. 248,
mod.

286. L'article 248 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Acquisition
d'actions
ordinaires.

«**248.1.** Un assureur autre qu'une société mutuelle peut acquérir et détenir des actions ordinaires entièrement acquittées d'une corporation autre qu'une compagnie d'assurance ou des parts sociales entièrement acquittées d'une coopérative si la corporation ou la coopérative a, sur la base d'une période de cinq ans terminée moins d'une année avant la date de l'acquisition, obtenu sur ses actions ordinaires ou sur ses parts sociales pendant au moins quatre de ces cinq années, dont la dernière, un rendement net d'au moins 4 pour cent de la valeur moyenne à laquelle des actions ordinaires ou parts sociales étaient portées au compte de son capital social durant l'année où elle a fait des gains pouvant être affectés au paiement de dividendes.»;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 par le suivant:

«*a*) l'assureur ne peut détenir plus de 30 pour cent des actions ordinaires ou d'une catégorie d'actions ordinaires d'une même corporation ou des parts sociales ou d'une catégorie de parts sociales d'une même coopérative;».

L.R.Q.,
c. A-32,
a. 255,
remp.

287. L'article 255 de cette loi est remplacé par le suivant:

Prêts
garantis.

«**255.** Tout assureur autre qu'une société mutuelle peut consentir des prêts garantis par les actions d'une corporation, les parts sociales ou privilégiées d'une coopérative et les obligations ou autres titres de créance qu'il est autorisé à acquérir et détenir. Ces prêts sont soumis aux mêmes restrictions et conditions que l'investissement dans ces titres.».

L.R.Q.,
c. A-32,
a. 258,
remp.

288. L'article 258 de cette loi est remplacé par le suivant:

Investisse-
ment et
prêt inter-
dits.

«**258.** Aucun assureur ne peut investir dans des actions, obligations ou autres titres de créance d'une corporation qui est en défaut de payer les dividendes prescrits sur ses actions ou les intérêts sur ses obligations ou autres titres de créance, ni lui consentir un prêt.

Investisse-
ment et
prêt inter-
dits.

Il ne peut non plus investir dans des parts sociales ou privilégiées, obligations ou autres titres de créance d'une coopérative qui est en défaut d'obtenir le rendement prescrit sur ses parts sociales ou privilégiées; il ne peut non plus lui consentir un prêt.».

L.R.Q.,
c. C-4,
a. 83, mod.

289. L'article 83 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4) est modifié:

1° par le remplacement de la partie du paragraphe *c* du premier alinéa qui précède le sous-paragraphe 1 par ce qui suit:

«*c*) dans des obligations émises par une coopérative, une fédération de coopératives ou par une corporation dont la majorité des actions ordinaires est détenue par l'une de ces institutions:»;

2° par le remplacement du paragraphe *d* du premier alinéa par le suivant:

«*d*) dans des actions ou parts privilégiées ou dans tous titres de créance autres que ceux visés au paragraphe *c*, émis par une coopérative, une fédération de coopératives ou par une corporation dont la majorité des actions ordinaires est détenue par l'une de ces institutions, pourvu que les placements des caisses en vertu du présent paragraphe n'excèdent pas un pour cent de leur actif;».

L.R.Q.,
c. C-25,
a. 1048,
mod.

290. L'article 1048 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), remplacé par l'article 23 du chapitre 37 des lois de 1982 est de nouveau modifié par le remplacement de la partie du premier alinéa qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**1048.** Une corporation régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26) ou un groupement visé dans le deuxième alinéa de l'article 60, peut demander pour lui le statut de représentant si:».

L.R.Q.,
c. I-8.1,
a. 2, mod.

291. L'article 2 de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1), est modifié par le remplacement du paragraphe 12° par le suivant:

«corpora-
tion»;

«12° «corporation»: une corporation publique ou privée ou une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26), ou un syndicat coopératif constitué en vertu de la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38);».

L.R.Q., c. C-38, a. 123.131, remp. **292.** L'article 123.131 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), édicté par l'article 14 du chapitre 28 des lois de 1980, est remplacé par ce qui suit:

«SECTION I

«CONTINUATION D'UNE COMPAGNIE

Disposi-
tions appli-
cables. **«123.131** La présente section s'applique aux compagnies régies par la partie I à l'exception de celles auxquelles une autre loi déclare expressément la partie I applicable.».

L.R.Q., c. C-38, aa. 123.139.1 à 123.139.7, aj. **293.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 123.139, de ce qui suit:

«SECTION II

«CONTINUATION D'UNE COOPÉRATIVE
ET D'UN SYNDICAT COOPÉRATIF

Transfor-
mation
d'une coo-
pérative en
compagnie. **«123.139.1** Une coopérative qui est passible de dissolution en vertu de l'article 188 de la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26) ou un syndicat coopératif régi par la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38) peut, si le ministre a approuvé en vertu de l'article 259 de cette loi son projet de continuation, se transformer en compagnie afin que son existence soit continuée en vertu de la présente partie.

Assemblée
spéciale. **«123.139.2** Les membres doivent, à une assemblée spéciale convoquée à cette fin, adopter un règlement afin que l'existence de la coopérative ou du syndicat soit continuée en compagnie régie par la présente partie.

Adoption
d'un règle-
ment. **«123.139.3** Le règlement doit être adopté aux deux tiers des voix exprimées par les membres ou représentants présents à l'assemblée spéciale.

Signature. Le règlement doit autoriser l'un des administrateurs à signer les statuts de continuation.

Annulation
du règle-
ment. Les administrateurs peuvent, avant que le certificat ne soit établi, annuler le règlement si celui-ci les y autorise.

Contenu
des
statuts. **«123.139.4** Les statuts de continuation contiennent les dispositions prévues par l'article 123.12 à l'exception de son paragraphe 3° et par l'article 123.13.

Documents
accompa-
gnant les
statuts. Les statuts doivent être accompagnés des documents prévus par règlement du gouvernement et des autres documents prévus par l'article 123.14.

Disposi-
tions appli-
cables.

« **123.139.5** Les articles 123.135 à 123.137 s'appliquent à la présente section.

Certificat
de conti-
nuation.

« **123.139.6** À la date figurant sur le certificat de continuation:

1° ce certificat atteste la continuation de la coopérative ou du syndicat, selon le cas, et la continuation de l'existence de cette coopérative ou de ce syndicat en compagnie régie par la présente partie;

2° les statuts de continuation sont réputés être les statuts de la compagnie.

Droits et
obliga-
tions.

« **123.139.7** Sous réserve de la présente partie, les droits et les obligations de la coopérative ou du syndicat, ainsi que ceux de ses membres, ne sont pas touchés par la continuation. ».

L.R.Q.,
c. C-48,
a. 29,
remp.

294. L'article 29 de la Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48) est remplacé par le suivant:

Disposi-
tions appli-
cables.

« **29.** Malgré la présente loi, les articles 135 à 142, 177 à 180 et 233 de la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26), les articles 85 et 86 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35) et les articles 43, 82, 89, 93 et 135 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4) continuent de s'appliquer. ».

L.R.Q.,
c. C-75,
a. 1, mod.

295. L'article 1 de la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., chapitre C-75) est modifié par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant:

«coopéra-
tive d'ex-
ploitation
agricole»;

«*i*) «coopérative d'exploitation agricole»: une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, pourvu que tous ses membres soient des personnes physiques, qu'au moins 60% des parts sociales soient la propriété d'exploitants agricoles et que la majorité de ses membres soient des exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme».

L.R.Q.,
c. C-75.1,
a. 1, mod.

296. L'article 1 de la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-75.1) est modifié par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

«coopéra-
tive d'ex-
ploitation
agricole»;

«*h*) «coopérative d'exploitation agricole»: une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, pourvu que tous ses membres soient des personnes physiques, qu'au moins 60% des

parts sociales soient la propriété d'exploitants agricoles et que la majorité de ses membres soient des exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme;».

L.R.Q.,
c. C-76,
a. 1, remp. **297.** L'article 1 de la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes (L.R.Q., chapitre C-76) est remplacé par le suivant:

Garanties
sur rem-
bourse-
ment d'a-
vances et
de prêts.

«**1.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à garantir et à payer, s'il y a lieu, sur le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence de 500 000 \$, le remboursement d'avances ou de prêts consentis, ou d'emprunts effectués, pour des fins de pêche maritime, par des coopératives, des fédérations de coopératives, des caisses d'épargne et de crédit et des unions ou fédérations de caisses d'épargne et de crédit.».

L.R.Q.,
c. C-77,
a. 1, mod. **298.** L'article 1 de la Loi favorisant le crédit à la production agricole (L.R.Q., chapitre C-77) est modifié par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

«coopéra-
tive d'ex-
ploitation
agricole»;

«*h*) «coopérative d'exploitation agricole»: une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, pourvu que tous ses membres soient des personnes physiques, qu'au moins 60% des parts sociales soient la propriété d'exploitants agricoles et que la majorité de ses membres soient des exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme;».

L.R.Q.,
c. C-78,
a. 1, mod. **299.** L'article 1 de la Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78) est modifié par le remplacement du paragraphe *l* par le suivant:

«associa-
tion»:

«*l*) «association»: une corporation, une société ou une coopérative ayant comme principal objet la mise en valeur d'une forêt privée et dont la majeure partie de la production n'est pas utilisée pour l'approvisionnement d'une usine de transformation du bois dont la propriété ou le contrôle est détenu majoritairement par cette association ou par un ou plusieurs de ses actionnaires ou de ses membres, selon le cas;».

L.R.Q.,
c. E-20.1,
a. 37, mod. **300.** L'article 37 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1) est modifié par le remplacement de la partie qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

Certificat
de centre
de travail.

«**37.** L'Office peut délivrer un certificat de centre de travail adapté à une coopérative ou à un organisme sans but lucratif qui:».

L.R.Q.,
c. H-1,
a. 12, mod.

301. L'article 12 de la Loi sur l'habitation familiale (L.R.Q., chapitre H-1) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Garanties
sur l'inté-
rêt d'un
prêt.

«**12.** À la recommandation de la Société, le gouvernement peut garantir et solder la différence entre deux et cinq pour cent de l'intérêt de tout prêt consenti par une caisse populaire ou une société à un syndicat coopératif ou à une société ou coopérative de construction ou à un de ses membres, sur une maison autre qu'une conciergerie ou une maison de rapport, pourvu que cette maison ait été construite depuis le premier janvier 1941 ou commencée avant le quinze janvier 1948, qu'elle soit destinée à l'emprunteur et sa famille et effectivement occupée par eux, ou s'il s'agit d'une maison à deux logements, pourvu que l'un de ces logements soit destiné à l'emprunteur et sa famille et effectivement occupé par eux.».

L.R.Q.,
c. 1-3,
a. 965.4,
mod.

302. L'article 965.4 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) est modifié par le remplacement du paragraphe *b* du deuxième alinéa par le suivant:

«*b*) des parts, obligations ou *debentures* émises par un organisme régi par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26) ou la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38), qui n'est pas lui-même un organisme dont plus de 50% des biens sont des biens décrits dans le premier alinéa.».

L.R.Q.,
c. 1-3,
a. 1132,
mod.

303. L'article 1132 de cette loi, modifié par l'article 14 du chapitre 12 des lois de 1981, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) dans le cas de toute autre corporation, sauf une corporation d'assurance au sens que lui donne la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32), une caisse d'épargne et de crédit au sens que lui donne l'article 797, une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26) ou un syndicat coopératif régi par la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38), à 0,45 pour cent de son capital versé.».

L.R.Q.,
c. M-14,
a. 2, mod.

304. L'article 2 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14) est modifié par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

«5° il a le pouvoir d'octroyer à même les fonds mis à sa disposition, quand il le juge à propos, et aux conditions qu'il croit devoir imposer, des prêts en argent, des subventions et des avances, aux sociétés agricoles, aux cercles agricoles, aux syndicats, aux coopératives et aux institutions formés dans le but de favoriser les intérêts de l'agriculture;».

L.R.Q.,
c. M-14,
a. 16, mod.

305. L'article 16 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Réponse et
renseigne-
ments au
ministère.

«**16.** Les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles, les sociétés de colonisation, les coopératives agricoles, les sociétés d'horticulture, les syndicats d'élevage, les sociétés agricoles et laitières, la Société d'industrie laitière de Québec, les sociétés de patrons de beurreries et de fromageries, les sociétés de fabrication de beurre et de fromage, les syndicats coopératifs, les fabricants de conserves alimentaires, et toutes autres personnes, sociétés, coopératives ou corporations exploitant une industrie agricole ou de transformation, distribution ou commercialisation de produits agricoles, ainsi que les collèges ou écoles d'agriculture et les fonctionnaires et officiers publics du Québec, sont tenus de répondre promptement aux communications officielles du ministère et doivent faire tous leurs efforts pour fournir des renseignements sur toutes les questions qui leur sont soumises dans l'intérêt de l'agriculture et en vue de faciliter la compilation de statistiques.».

L.R.Q.,
c. M-14,
a. 19,
remp.

306. L'article 19 de cette loi est remplacé par le suivant:

Fonds
annuel.

«**19.** Un fonds annuel de quatre millions de dollars est créé depuis le 1^{er} avril 1973 et le gouvernement, sur la recommandation du ministre, peut affecter ce fonds à des garanties ou avances aux coopératives agricoles régies par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26) ou par la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38) ou à toute autre corporation exerçant des activités similaires.».

L.R.Q.,
c. M-35,
a. 1, mod.

307. L'article 1 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35) est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«associa-
tion de
produc-
teurs»;

«*b*) «association de producteurs»: un syndicat coopératif d'agriculteurs, une coopérative d'agriculteurs, une coopérative agricole, une association ou un syndicat professionnel d'agriculteurs, une union, une fédération ou une confédération de tels organismes et tout groupement professionnel ou coopératif de producteurs;».

L.R.Q.,
c. M-35,
a. 20, mod.

308. L'article 20 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Désigna-
tion d'un
syndicat
profes-
sionnel.

«**20.** Dans le projet de plan conjoint, les requérants peuvent, au lieu de spécifier la composition de l'office de producteurs qui sera chargé d'appliquer et d'administrer le plan, désigner à cette fin un syndicat professionnel composé exclusivement de producteurs de produits agricoles visés par le projet ou une union ou fédération de tels syndicats professionnels ou une coopérative d'agriculteurs ou coopérative agricole ayant pour seul objet la mise en marché de ces produits agricoles.».

L.R.Q.,
c. M-35,
a. 31, mod. **309.** L'article 31 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant:

«*a*) remplacer l'organisme chargé d'appliquer le plan conjoint et confier l'application et l'administration de ce plan soit à un syndicat professionnel composé exclusivement de producteurs de produits agricoles visés par le plan ou à une union ou fédération de tels syndicats professionnels, soit à une coopérative d'agriculteurs ou coopérative agricole ayant pour seul objet la mise en marché de ces produits agricoles, soit à un office de producteurs dont l'assemblée générale des producteurs prévoit, par règlement, la composition, le mode d'élection, de remplacement ou de nomination des membres;».

L.R.Q.,
c. M-35,
a. 58, mod. **310.** L'article 58 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Demande
d'accréditation. **«58.** Toute coopérative ou association professionnelle d'acheteurs, de voituriers ou d'autres personnes liées par un plan peut demander à la Régie de l'accréditer à titre de représentant des intéressés à la mise en marché d'un produit visé par le plan ou d'une catégorie de ces intéressés.».

L.R.Q.,
c. M-36,
a. 1, mod. **311.** L'article 1 de la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (L.R.Q., chapitre M-36) est modifié par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

«coopérative d'exploitation agricole»; **«h)** «coopérative d'exploitation agricole»: une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, pourvu que tous ses membres soient des personnes physiques, qu'au moins 60% des parts sociales soient la propriété d'exploitants agricoles et que la majorité de ses membres soient des exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme;».

L.R.Q.,
c. P-9.1,
a. 44, mod. **312.** L'article 44 de la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Magasins
considérés
comme
chaîne de
magasins. **«Les magasins à filiales ou à succursales multiples et leurs filiales et succursales sont notamment considérés comme faisant partie d'une chaîne de magasins, que celles-ci forment ou non des entités juridiques distinctes. Toutefois, les magasins exploités par diverses coopératives ne constituent pas une chaîne du seul fait que ces coopératives soient membres d'une même fédération.».**

L.R.Q.,
c. P-40.1,
a. 3, mod. **313.** L'article 3 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Application
de la loi.

3. Malgré l'article 128 de la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26), l'article 77 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4) et l'article 6 de la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38), une coopérative, une caisse d'épargne et de crédit ainsi qu'un syndicat coopératif sont soumis à l'application de la présente loi.».

L.R.Q.,
c. P-42,
a. 30, mod.

314. L'article 30 de la Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., chapitre P-42) est modifié par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«société
coopérative
agricole»;

«*e*) «société coopérative agricole»: une coopérative agricole régie par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26);».

L.R.Q.,
c. Q-2,
a. 1, mod.

315. L'article 1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) est modifié par le remplacement du paragraphe 9° par le suivant:

«per-
sonne»;

«9° «personne»: un individu, une société, une coopérative ou une corporation autre qu'une municipalité;».

L.R.Q.,
c. R-22,
a. 1, mod.

316. L'article 1 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22) est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«compa-
gnie»;

«*a*) «compagnie» comprend toute corporation, association, syndicat, société, compagnie ou tout autre corps constitué en corporation, mais ne désigne pas une corporation ecclésiastique, religieuse ou éducationnelle, ni un syndicat professionnel formé en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40), ni un syndicat coopératif formé en vertu des dispositions de la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38), ni une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26), ni aucune compagnie de cimetière, qu'elle soit constituée en vertu d'une loi générale ou spéciale du Québec, pourvu que telle compagnie n'ait pas de capital-actions, ni le pouvoir de payer, soit directement ou indirectement, aucun dividende ou profit, ou leur équivalent, à tout particulier ou corporation quelconque;».

L.R.Q.,
c. S-4.1,
a. 4, mod.

317. L'article 4 de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1) est modifié par le remplacement du paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant:

«1° une coopérative;».

L.R.Q.,
c. S-4.1,
a. 5, mod.

318. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant:

«1° une coopérative;».

L.R.Q.,
c. S-4.1,
a. 7, mod.

319. L'article 7 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant:

«1° une coopérative;».

L.R.Q.,
c. S-8,
a. 1, mod.

320. L'article 1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8) est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

«organisme
sans but
lucratif»;

«c) «organisme sans but lucratif»: tout organisme ou corporation sans but lucratif et toute coopérative reconnus selon les exigences des règlements de la Société;».

L.R.Q.,
c. S-10,
a. 1, mod.

321. L'article 1 de la Loi sur la Société de développement coopératif (L.R.Q., chapitre S-10) est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

«entreprise
coopéra-
tive»;

«c) «entreprise coopérative»: une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26), un syndicat coopératif constitué en vertu de la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38) pour des fins économiques autres que le crédit et la prévoyance et une fédération de coopératives ou confédération de fédérations de ces coopératives;».

L.R.Q.,
c. S-38,
a. 54, mod.

322. L'article 54 de la Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«d) du défaut de se continuer en coopérative régie par la Loi sur les coopératives (1982, chapitre 26), en compagnie régie par la partie IA de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) ou en caisse d'épargne et de crédit régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4) dans les 3 ans qui suivent le (insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent article).».

L.R.Q.,
c. S-38, ab.

323. La Loi sur les syndicats coopératifs sera abrogée à la date fixée par proclamation du gouvernement.

Dénomi-
nation sociale
remplacée.

324. La dénomination sociale de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec est remplacée par «Coopérative fédérée de Québec».

L.R.Q.,
c. A-24,
L.R.Q.,
c. S-24,
remp.

325. La présente loi remplace la Loi sur les associations coopératives et la Loi sur les sociétés coopératives agricoles.

Renvoi.

326. Tout renvoi à une disposition dont la présente loi prévoit le remplacement est censé être un renvoi à la disposition qui lui est substituée.

Rapport et
recommen-
dations du
ministre.

327. Le ministre des Institutions financières et Coopératives doit, dans les 10 ans de l'entrée en vigueur de la présente loi, faire un rapport à la Commission des Institutions financières et Coopératives sur l'application de la présente loi et faire des recommandations sur l'opportunité de maintenir l'application des dispositions de la présente loi ou de les modifier.

Ministre
respon-
sable.

328. Le ministre des Institutions financières et Coopératives est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

329. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toutes dates ultérieures fixées par proclamation du gouvernement.

TABLE DES MATIÈRES

		Articles
TITRE I	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX COOPÉRATIVES	
CHAPITRE I	APPLICATION ET INTERPRÉTATION	1
CHAPITRE II	REPRÉSENTATION DE LA COOPÉRATIVE AVANT SA CONSTITUTION	5
CHAPITRE III	CONSTITUTION DE LA COOPÉRATIVE	7
CHAPITRE IV	DÉNOMINATION SOCIALE	15
CHAPITRE V	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ORGANISATION	21
CHAPITRE VI	CAPACITÉ DE LA COOPÉRATIVE	26
CHAPITRE VII	SIÈGE SOCIAL	33
CHAPITRE VIII	CAPITAL SOCIAL DE LA COOPÉRATIVE	
Section I	Dispositions générales	37
Section II	Parts sociales	39
Section III	Parts privilégiées	46
Section IV	Droit d'entrée	50
CHAPITRE IX	MEMBRES	
Section I	Dispositions générales	51
Section II	Démission, suspension, exclusion	55
Section III	Convention des membres	61
CHAPITRE X	ASSEMBLÉE DES MEMBRES	
Section I	Assemblée générale	
	§ 1. — Dispositions générales	63
	§ 2. — Dispositions particulières	73
Section II	Assemblée annuelle	76
Section III	Assemblée spéciale	77
CHAPITRE XI	ADMINISTRATEURS	
Section I	Dispositions générales	80
Section II	Pouvoirs et devoirs	89
Section III	Réunions	92
Section IV	Révocation d'un administrateur	99
Section V	Dispositions particulières	102
CHAPITRE XII	COMITÉ EXÉCUTIF	107

CHAP. 26	<i>Coopératives</i>	1982
CHAPITRE XIII	COMMISSIONS SPÉCIALES	111
CHAPITRE XIV	DIRIGEANTS DE LA COOPÉRATIVE	113
CHAPITRE XV	MODIFICATIONS DES STATUTS DE LA COOPÉRATIVE	118
CHAPITRE XVI	RÈGLEMENTS DE LA COOPÉRATIVE	122
CHAPITRE XVII	REGISTRE DE LA COOPÉRATIVE	124
CHAPITRE XVIII	ACTIVITÉS	128
CHAPITRE XIX	VÉRIFICATION	135
CHAPITRE XX	TROP-PERÇUS OU EXCÉDENTS	143
CHAPITRE XXI	FUSION	
Section I	Fusion ordinaire	153
Section II	Fusion par absorption	164
Section III	Fusion entre une coopérative et une compagnie	173
CHAPITRE XXII	INSPECTION	177
CHAPITRE XXIII	LIQUIDATION	181
CHAPITRE XXIV	DÉCRET DE DISSOLUTION	186
TITRE II	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES COOPÉRATIVES	
CHAPITRE I	COOPÉRATIVE AGRICOLE	194
CHAPITRE II	COOPÉRATIVE DE PÊCHEURS	212
CHAPITRE III	COOPÉRATIVE DE CONSOMMATEURS	216
CHAPITRE IV	COOPÉRATIVE D'HABITATION	220
CHAPITRE V	COOPÉRATIVE OUVRIÈRE DE PRODUCTION OU COOPÉRATIVE DE TRAVAIL	222
TITRE III	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX FÉDÉRATIONS	
CHAPITRE I	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	227

CHAPITRE II	POUVOIRS	233
CHAPITRE III	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	235
CHAPITRE IV	CONSEIL D'ADMINISTRATION	237
TITRE IV	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CONFÉDÉRATIONS	241
TITRE V	RÉGLEMENTATION	244
TITRE VI	INFRACTIONS ET PEINES	246
TITRE VII	CONTINUATIONS	
CHAPITRE I	CONTINUATION D'UN SYNDICAT COOPÉRATIF EN COOPÉRATIVE	249
CHAPITRE II	CONTINUATION D'UNE COOPÉRATIVE OU D'UN SYNDICAT COOPÉRATIF EN COMPAGNIE	257
CHAPITRE III	CONTINUATION D'UNE COMPAGNIE EN COOPÉRATIVE	260
TITRE VIII	DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES	270